

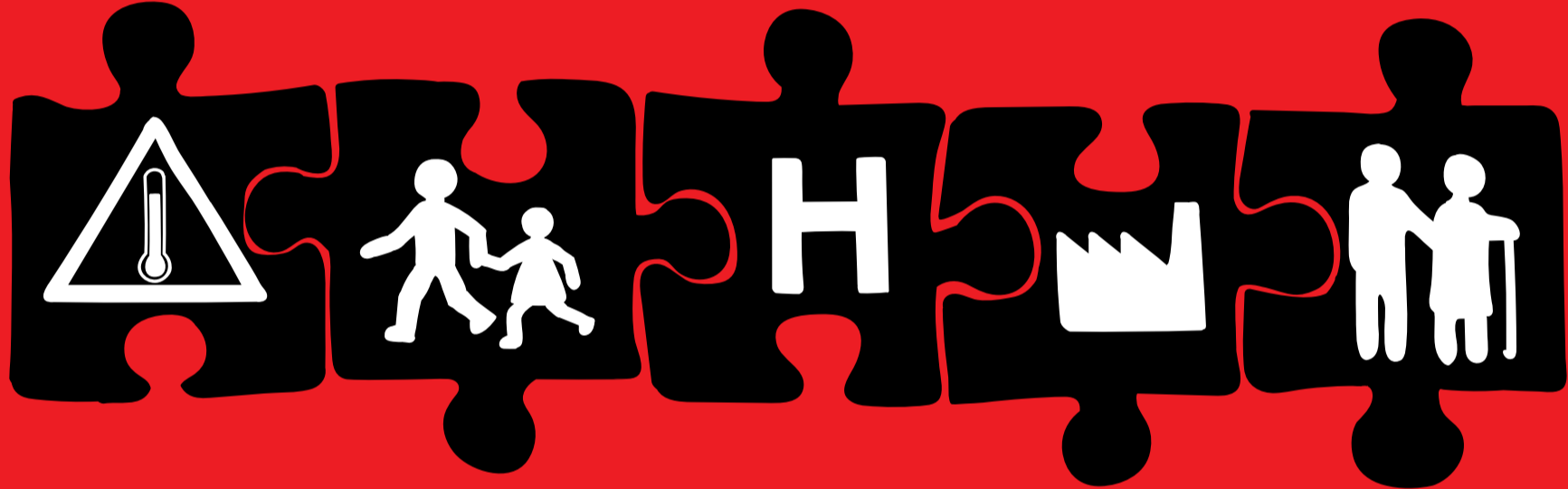
*l'Anti*capitaliste

n°487 | 5 septembre 2019 – 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

*Retraites, santé, éducation,
justice climatique, privatisations...*

PARTOUT



CONSTRUIRE

*la mobilisation
contre Macron*

Dossier

11^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

Pages 6, 7, 10 et 12

ÉDITO

Villeurbanne: ignoble
surenchère raciste
Page 2

PREMIER PLAN

Algérie: la rentrée se fera dans
la confrontation entre le
mouvement et l'armée Page 3



ACTU INTERNATIONALE
Hong Kong: où en sont les
mobilisations?

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Frédéric Malvaud
sur l'état de la biodiversité

Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Villeurbanne: ignoble surenchère raciste

C'est donc une agression à l'arme blanche dans les rues de Villeurbanne qui a servi de énième prétexte à un déchaînement raciste et anti-migrantEs. L'auteur de l'agression, qui a fait un mort et huit blessés, est un Afghan de 33 ans, demandeur d'asile et bénéficiaire d'une « protection subsidiaire ». Il n'en fallait pas plus pour que les racistes de tout poil, extrême droite en tête, se jettent comme des vautours sur ce fait divers tragique pour déverser leur haine, comme si la nationalité et le statut de l'agresseur avait un quelconque rapport avec l'agression.

Les amalgames se sont ainsi multipliés. Pour Jordan Bardella, tête de liste RN aux Européennes, « l'attaque de Villeurbanne clôture un été durant lequel se sont multipliés en Europe meurtres, viols et agressions impliquant des migrants. » Marine Le Pen affirme, quant à elle, que « la naïveté et le laxisme de notre politique migratoire menacent gravement la sécurité des Français ». Et le RN de demander « un moratoire sur l'immigration massive dans notre pays ».

On croit rêver, ou plutôt cauchemarder. Car la surenchère raciste et anti-migrantEs à laquelle se livre l'extrême droite est, paradoxalement, le pendant des politiques anti-immigration du gouvernement. Le RN lui-même ne peut en effet croire à ses accusations de « laxisme » en matière migratoire, lorsque l'on connaît le traitement que la France inflige aux migrantEs, de l'enfermement aux expulsions en passant par les contrôles aux frontières et la bunkerisation de l'Europe, sans même parler de la criminalisation de la solidarité.

On n'a pas été surpris, dès lors, d'entendre la ministre de la Justice Nicole Belloubet affirmer « en même temps » que Marine Le Pen exploite le drame de Villeurbanne, tout en cherchant à se justifier: « S'il y avait laxisme, nous n'aurions pas autant de détenus en France ». En d'autres termes, se situer sur le terrain du RN en adoptant un langage de « fermeté »... sur lequel l'extrême droite pourra de nouveau surenchérir.

Face à ce petit jeu malsain et dangereux, l'intransigence doit être de mise: pour l'ouverture des frontières, pour l'accueil des migrantEs, pour la régularisation des sans-papiers, pour l'égalité des droits. Des principes élémentaires qui sont aujourd'hui autant de digues pour ne pas être submergé par la vague menaçante que constitue l'installation, dans le paysage politique, du tête-à-tête mortifère entre Macron et Le Pen.

À la Une

RETRAITES, SANTÉ, ÉDUCATION, JUSTICE CLIMATIQUE, PRIVATISATIONS...

Partout, construire la mobilisation contre Macron!

Après une année de mobilisations inédites, avec au premier rang les Gilets jaunes, et après le nouvel été pourri de Macron, marqué par l'affaire de Rugby, par les sifflets du 14 juillet et par la poursuite de la mobilisation aux urgences, certains auraient pu espérer un ralentissement de la politique antisociale du gouvernement. Mais il n'en est rien, ce qui confirme que le pouvoir est déterminé, coûte que coûte, à passer en force pour imposer son projet de société ultra-régressif.

La casse des services publics se poursuit (école, hôpitaux...), les attaques contre les chômeurEs n'ont pas connu de pause durant l'été, les privatisations se multiplient comme celle d'Aéroports de Paris ou de la Française des Jeux et, surtout, Macron et son gouvernement préparent la liquidation du système de retraites par répartition.

Pas touche à nos retraites!

C'est LA réforme du quinquennat. Il s'agit de créer un mécanisme qui réduit automatiquement le niveau des pensions pour que la partie de la richesse produite (le PIB) consacrée aux retraites reste fixe - 14% du PIB -, alors que le nombre de retraitéEs ne cesse d'augmenter par rapport à la population active. Comme le veut le Medef, le gouvernement n'envisage aucunement d'augmenter les cotisations patronales pour garantir le niveau des pensions et maintenir l'âge de la retraite. Avec cette réforme, les pensions perçues par les retraitéEs vont diminuer! Avec le système de retraite par points, la retraite devient une affaire individuelle, où chacunE accumulera des points tout au long de sa vie, qui lui « garantiront » une pension dont on ne connaîtra pas le montant et qui sera variable chaque année. Fini les 42 régimes spéciaux qui prenaient en compte la spécificité de certains secteurs. Fini le calcul sur les 25 meilleures années dans le privé ou sur les 6 derniers mois dans le public. C'est le grand nivellement par le bas! Ce fonctionnement par points est complété par la fixation de

l'âge de départ à la retraite avec des systèmes de décote et de surcote déterminées soit par un âge pivot (62 ans ou plus) soit par un décompte d'annuités cotisées. Juste de quoi donner du grain à moudre aux technocrates de la CFDT... Quelle que soit la solution retenue, il faudra bien travailler plus pour toucher moins par la suite. Une aberration sociale quand on sait que des millions de personnes, malgré les annonces triomphalistes du gouvernement sur les chiffres du chômage, cherchent un emploi, tandis que des centaines d'autres se blessent ou se tuent au travail en raison des cadences imposées et de la fatigue accumulée. Ils veulent nous faire travailler plus longtemps alors que le temps de travail devrait être réduit pour être partagé entre touTEs!

Combattre le capitalisme sur tous les fronts

Cette réforme est cohérente avec le projet global de Macron et de son gouvernement de casse de nos acquis sociaux au profit des grands patrons. D'ores et déjà, et l'on doit s'en féliciter, certains secteurs du monde du travail commencent à résister, y compris par la grève, dans la santé ou l'éducation. On pense ici bien évidemment à la grève des urgences, qui a non seulement « passé l'été » mais qui a continué de s'étendre, avec plus de 200 services concernés. On pense également à la grève des examens qui a donné des sueurs froides à Blanquer et qui a largement contribué à casser l'image de celui que certains grands médias présentaient comme le premier de la classe du gouvernement Macron-Philippe.

De nombreuses journées de luttes sectorielles fleurissent en ce mois de septembre, dans les services publics, les entreprises ou à l'appel des Gilets jaunes les samedis. Des appels à se mobiliser qui témoignent d'une volonté de se battre, mais dont l'éparpillement ne peut satisfaire celles et ceux qui veulent mettre un véritable coup d'arrêt à l'offensive du gouvernement. Ces journées, qu'il s'agit de construire secteur par secteur, peuvent ainsi être autant de moyens d'accumuler des forces pour converger dans un grand mouvement d'ensemble, de grèves qui se généralisent contre le gouvernement. La grève interprofessionnelle du 24 septembre, appelée entre autres par la CGT, doit être le premier point de rendez-vous de toutes celles et tous ceux qui veulent aller dans ce sens.

En interaction avec les questions sociales et économiques, les luttes continuent également de se développer face à l'urgence climatique. À travers le monde, une nouvelle génération a pris conscience du désastre annoncé. La multiplication des incendies de forêts en Amazonie ou en Afrique ne fait que renforcer la conviction de la nécessité de ce combat. Nous ne pouvons plus tergiverser. Seule une remise en cause du mode de production capitaliste, la planification démocratique de la production à l'échelle mondiale, pourra donner un avenir à l'humanité. Loin de s'opposer, les combats des travailleurEs et de la jeunesse doivent se nourrir pour en finir avec Macron et son monde!

RENTREE 2019



CHARMAG

RETRAITES

La « méthode » change, le but reste

« Je préfère qu'on trouve un accord sur la durée de cotisation plutôt que sur l'âge »: Macron avait décidé de créer la surprise, lors de son interview télévisée à la fin du G7, à la veille des nouvelles négociations avec les organisations syndicales sur la réforme des retraites. « L'âge pivot » l'une des « préconisations » emblématiques du rapport par J.P. Delevoye, haut commissaire à la réforme des retraites, pourrait finalement ne pas être retenu. « Rien n'est décidé » a affirmé le chef de l'exécutif.

Tout en conservant l'âge « légal » de la retraite à 62 ans, le projet Delevoye propose la création d'un « âge pivot », fixé à 64 ans. C'est l'âge à partir duquel il serait possible de bénéficier d'une retraite complète (dite « à taux plein »). Il serait bien sûr possible de partir entre 62 ans et 64 ans... mais au prix d'une « décote » dissuasive de 5% par an. Autant dire que l'âge légal deviendrait pour beaucoup une

référence symbolique, mais sans intérêt si l'on ne veut pas vivre sa retraite dans la pauvreté.

Flottements du pouvoir?

Cette mesure avait suscité un tollé de toutes les organisations syndicales, y compris celles qui soutiennent la réforme Macron (CFDT, UNSA, CFTC). Laurent Berger y voyait même une « ligne rouge » à ne pas franchir.

C'est Macron lui-même qui avait défendu cette proposition lors de sa conférence de presse du 26 avril à la suite du « grand débat ». Elle avait été reprise par Édouard Philippe dans son discours de politique générale censé tracer les grandes lignes de l'acte 2 du quinquennat, avant de figurer en bonne place dans les propositions de Delevoye. Le revirement présidentiel est censé incarner son « changement de méthode ». Il est surtout le signe

des flottements d'un pouvoir, affaibli par le mouvement des Gilets jaunes, et qui doit faire face à une rentrée difficile (éducation, hôpitaux...). Macron avait déjà écarté la proposition d'une partie de son gouvernement (Darmanin, Buzyn, Philippe) de reculer l'âge de la retraite ou de prolonger la durée de cotisation sans attendre le vote de la réforme, dans le cadre de la loi de financement de la Sécurité sociale discutée à

BIEN DIT

Un maire peut-il ignorer la santé de ses habitants? [...] Il y a un mouvement de fond sans précédent, les gens en ont marre de respirer des pesticides.

DANIEL CUEFF, maire de Langouët (35), auteur d'un arrêté anti-pesticides suspendu par la justice, 22 août 2019.

Un monde à changer

LA PESTE NATIONALE-LIBÉRALE. En 1989, après la chute du mur de Berlin, le chercheur américain Francis Fukuyama publia un article intitulé « La fin de l'histoire », suivi en 1992 par un livre où il écrivait notamment : « Ce à quoi nous assistons n'est peut-être pas seulement la fin de la guerre froide, ou le passage d'une période particulière de l'histoire d'après-guerre, mais la fin de l'histoire en tant que telle... C'est le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et de l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale du gouvernement humain. »

Trois décennies plus tard, force est de constater que non seulement la « démocratie libérale occidentale » a, avec la Chine stalino-capitaliste, un sérieux compétiteur, mais aussi que, jour après jour, se confirme à des degrés divers une mutation autoritaire y compris dans les États bourgeois stables. La décision du nouveau Premier ministre britannique Boris Johnson de mettre le Parlement en vacances au moment où des décisions cruciales doivent être prises sur le Brexit en est un nouvel exemple. Après la crise de 2007-2008, bourgeoisies et gouvernants de droite et de « gauche » se sont accrochés, sur le plan économique, à la mondialisation néolibérale (tout en renforçant les aspects sécuritaires et anti-immigrés

de la gestion de l'« ordre social »). Ils sont aujourd'hui en train d'évoluer, de façon inégale et différenciée selon les pays, vers ce que le chercheur Jean-François Bayart¹ a dénommé « national-libéralisme ». Trump aux USA, Orbán en Hongrie, le gouvernement polonais, Bolsonaro au Brésil, Erdogan en Turquie, Salvini en Italie, Modi en Inde... sont des néolibéraux en matière sociale (aucun soutien aux droits sociaux) et fiscale (tout pour les entreprises et les riches) et affirment simultanément, haut et fort, la défense de la souveraineté nationale et du peuple. Ils essaient de masquer la contradiction par des discours musclés, et Jean-François Bayart note : « Le national-libéralisme condamne au mensonge d'État, à la prestidigitacion politique, à l'équilibrisme gouvernemental, à l'illusion identitaire ».

L'histoire n'est donc pas terminée. Ni celle des oppressions ni celle des résistances nécessaires contre les démagogues réactionnaires et ceux qui font semblant d'être plus « raisonnables », à l'instar de Macron toujours prêt à dégainer son LBD face à un mouvement social.

1 - Jean-François Bayart, *L'Impasse nationale-libérale. Globalisation et repli identitaire*, La Découverte, 2017.

ALGÉRIE La rentrée se fera dans la confrontation entre le mouvement et l'armée

Après six mois de mobilisation, de lutte et de grèves, le peuple algérien continue à revendiquer le départ du régime en place. Le Hirak sauvegarde encore son caractère permanent, son intensité, sa détermination et déjoue toutes les manœuvres entreprises par le système pour se maintenir au pouvoir. Les manifestations du vendredi 30 août (acte 28) ont été une sorte de répétition générale en vue d'une rentrée sociale qui s'annonce déjà chaude.

À l'occasion de ce 28^e vendredi, d'imposantes manifestations se sont tenues dans plusieurs wilaya du pays, notamment dans les grandes villes (Alger, Béjaïa, Tizi Ouzou, Oran, Constantine, Ouargla, Bordj...) où la mobilisation ne s'est pas estompée depuis le 22 février 2019. Des mots d'ordre antisystème « yatnahaw gaa, système dégage », « klitou lebled Ya Serraqin » (« Vous avez pillé nos richesses ») ont fait vibrer les rues du pays, d'autres exprimant leur refus catégorique de l'élection présidentielle et leur attachement à la revendication d'un État civil plutôt que militaire, ceci en réponse à la dernière sortie médiatique du chef de l'état-major, Ahmed Gaïd Salah, qui s'est montré menaçant. Ce dernier a ainsi fustigé « l'acharnement sur l'institution militaire » qui fait selon lui « partie d'un plan abject, dont l'objectif est de bloquer et neutraliser le rôle de l'armée, qui a donné un exemple à tous, en termes de dévouement, de loyauté et de protection de la patrie, et a prouvé sa capacité à consacrer le lien solide entre le peuple et son armée. »



TITI HADDAD

Gaïd Salah a demandé la convocation du corps électoral, c'est-à-dire le déclenchement du processus électoral, pour le 15 septembre, afin d'organiser la présidentielle le 15 décembre. Il s'agit de mettre un terme à la mobilisation.

Répression étatique

Comme riposte, les masses populaires crient et appellent à la « grève générale », à la « désobéissance civile », à la « primauté du civil sur le militaire », à la « souveraineté populaire », à une transition « pacifique, transition démocratique »,

comme on l'entend dans les slogans majoritairement repris dans la rue. Cette situation de crise et d'impasse au niveau du régime engendre chez ce dernier la volonté de passage en force, une tendance à réprimer toutes les voix discordantes qui osent formuler une alternative politique à l'élection présidentielle : interpellation des militants politiques, interdiction des universités d'être pour certaines organisations politiques et associatives, renforcement de la présence des forces de l'ordre les mardis et vendredis dans certaines wilaya, etc. Gaïd

Salah a d'ailleurs, dans son dernier discours, menacé directement le mouvement : « Nous ne tolérerons aucune tentative d'entrave au travail des institutions de l'État et, partant, de nos missions et prérogatives constitutionnelles, nous ferons face avec rigueur à ces manœuvres qui visent à faire perdurer la crise ».

Rapport de forces à construire

Les manifestations interviennent dans un contexte politique particulier marqué essentiellement par l'incapacité de Gaïd Salah à imposer sa feuille de route, qui n'est pas moins qu'un plan de sauvetage du régime et, de l'autre côté de la barricade, les masses populaires, qui maintiennent la pression en restant toujours mobilisées. À cet effet, seule l'auto-organisation des masses populaires (travailleurEs, chômeurEs, étudiantEs, femmes, paysanEs) pourrait faire aboutir les revendications démocratiques et sociales du peuple algérien dans le cadre d'un processus constituant, capable de consolider le rapport de forces et de remettre en cause le système en place.

Nonor et Yani

Le chiffre

713 000

C'est, selon le Conseil constitutionnel, le nombre de soutiens enregistrés, au 29 août, à l'initiative référendaire contre la privatisation d'Adp. Un chiffre conséquent mais encore loin des 4,72 millions de signatures nécessaires à l'organisation du référendum. Une campagne qui doit donc s'accélérer, les signatures devant être réunies d'ici mars 2020.



Agenda

Vendredi 6 septembre, manifestation de soutien aux postiers sans-papiers de Chronopost, Maisons-Alfort (94). À 15 h 30 devant le métro École-vétérinaire.

Samedi 7 septembre, manifestation des Gilets jaunes Acte 43.

Samedi 7 septembre, manifestation de solidarité avec les travailleurEs migrants, Montreuil (93). Départ à 14 h devant l'AFPA, place Charles-de-Gaulle, en direction de Croix-de-Chavaux, puis départ collectif en métro pour Bobigny. À 15 h 30, rassemblement devant la préfecture de Bobigny.

Samedi 7 septembre, rassemblement de soutien aux grévistes d'Ibis des Batignolles, Paris. À 12 h devant l'hôtel Ibis, 10, rue Bernard-Bufferet, métro Porte-de-Clichy.

Dimanche 8 septembre, marche des femmes.

Du 13 au 15 septembre, fête de l'Humanité, La Courneuve.

NO COMMENT

En tant que juif pourchassé pendant la guerre, que cinéaste persécuté par les stalinien en Pologne, survivrez-vous au maccarthysme néoféministe d'aujourd'hui ?

PASCAL BRUCKNER, question à Roman Polanski lors de la Mostra de Venise, août 2019.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

individuellement « récupérer sa mise » (peut-être). C'est pourquoi, avec ou sans « âge pivot », la réforme Macron n'est ni

amendable ni négociable. Il est urgent de se rassembler pour la combattre et imposer son retrait. **Jean-Claude Delavigne**

l'automne. Il franchit un pas de plus en remettant l'âge d'équilibre dans le débat.

C'est une nouvelle tentative pour déminer le terrain, dans un climat social tendu. Macron espère ainsi briser toute possibilité de front syndical, et transformer les militantEs CFDT, UNSA et CFTC en VRP de sa réforme dans les entreprises.

Sur le fond de son projet, il ne cède rien, au contraire

Il s'agit de créer un mécanisme qui adapte automatiquement le niveau des pensions, pour que la partie de la richesse produite (le PIB) consacrée aux retraites reste fixe (14% du PIB), alors que la proportion de retraités est en constante augmentation par rapport à la population active. En clair, les retraites deviennent une variable d'ajustement de la « maîtrise des dépenses publiques ».

Le débat sur la répartition des richesses et l'augmentation des cotisations patronales permettant de garantir le niveau des pensions et l'âge de la retraite est évacué, ainsi que le souhaite le Medef.

La retraite devient alors « un choix individuel », où chacunE décide « librement » de s'épuiser au travail jusqu'à un âge avancé, ou de profiter d'une retraite plus précoce et en bonne santé, mais en devant compter chaque dépense et en se privant de tout ce qui permet de vivre agréablement la dernière partie de sa vie. Le choix de Macron de privilégier la durée de cotisation, est cohérent avec sa volonté d'obliger chacunE à « travailler plus ». Sa réforme ne ferait qu'accélérer le passage d'un système collectif et solidaire, où chacunE a des droits (âge de la retraite, niveau des pensions) à des retraites minimums, où chacun



DR

IMMIGRATION

Une nouvelle attaque contre les demandeurEs d'asile

La carte bancaire sur laquelle l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA) est versée chaque mois va devenir, alors qu'elle était un moyen de retrait d'argent liquide, une simple carte de paiement. Imaginez-vous du jour au lendemain privé de tout argent liquide. Pas le moindre euro ou centime, rien. C'est la décision brutale et dénuée de sens que l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) a prise cet été contre les demandeurEs d'asile.

Revenons sur ce qui existe à l'heure actuelle : unE demandeurE d'asile bénéficie d'une allocation de demande d'asile (ADA) qui est versée mensuellement sur une carte de retrait, car une grande partie des bénéficiaires ne disposent pas de compte bancaire pour pouvoir toucher l'ADA.

Allouée uniquement pendant la procédure d'examen de la demande d'asile, l'ADA peut aller d'environ 7 euros par jour, soit quelque 200 euros par mois pour un célibataire, à plus de 400 euros pour un couple avec enfants. Avec la carte fournie par l'OFII, les demandeurEs d'asile peuvent retirer leur allocation chaque mois (en 5 fois maximum, après quoi il y a des frais de retrait qui s'appliquent).

25 paiements dans le mois

Avec la décision prise par Didier Leschi, directeur de l'OFII, les demandeurEs d'asile ne pourront plus retirer cet argent dans les distributeurs. Et même si l'OFII vient d'annoncer, sous la pression de la pétition en cours, avoir décalé au 5 novembre, soit de deux mois, la mise en place de la réforme, le fond n'est en rien modifié. Plus d'espèces, c'est fini. La carte deviendra une simple carte de paiement, limitée à 25 paiements dans le mois. Chaque personne devrait donc aller faire ses courses, acheter sa baguette à 1 euro ou 1 kg de tomates en payant avec sa carte. Mais attention : pas plus de 25 achats dans le mois ! Et aucun argent liquide. Tant pis si le magasin ne prend pas la carte. Tant pis pour celles et ceux qui ne parlent pas français. Tant pis pour les courses à l'épicerie solidaire, qui ne prend pas la carte bleue. Tant pis pour les innombrables dysfonctionnements de l'OFII, qui « oublie » de verser l'allocation, qui la verse en retard, etc. Jusqu'à présent les personnes faisaient preuve de solidarité entre elles, l'une dépannant l'autre, et l'autre la remboursant le mois suivant. Désormais, il faudra la rembourser avec des achats CB de kilos de tomates ! À qui fait-on vivre une humiliation pareille ?

Cette mesure est une catastrophe pour les demandeurEs d'asile, une entrave à la libre disposition de l'allocation, qui limite les possibilités d'accès à un mode de vie normal le temps de l'instruction de la demande d'asile, mais pas seulement. Les hébergements d'urgence, les dépannages solidaires en alimentation, les associations de cours de français... demandent parfois des participations symboliques de 1, 2, 5 euros. Comment vont-ils faire ?

Faudra-t-il que tout le monde s'équipe de terminaux de paiement électronique pour répondre aux fantasmagories de l'OFII, dont l'unique but est, une nouvelle fois, de durcir les conditions d'accueil et de vie des demandeurEs d'asile en France afin de les décourager ?

Correspondant

En ligne, la pétition lancée par la Ligue des droits de l'homme : <https://www.change.org/p/l-office-fran%C3%A7ais-de-l-immigration-et-de-l-int%C3%A9gration-non-au-changement-de-fonctionnement-de-la-carte-d-allocation-des-demandeurs-d-asile>

ÉDUCATION Face à la méthode Blanquer, les enseignantEs répondent résistance!

En plus de poursuivre les politiques de pénurie budgétaires engagées par les précédents gouvernements, avec pour conséquence des conditions d'études et de travail indignes (sureffectifs, bas salaires, recours massif aux emplois précaires...), Blanquer a fait passer pas moins de 4 réformes structurelles : Parcoursup, réforme de la voie professionnelle, réforme du lycée et du bac, loi sur « l'école de la confiance ». Il cherche à réformer l'ensemble du système éducatif avec la même logique : augmenter la sélection sociale de la maternelle à l'université et faire marcher au pas les jeunes et les enseignantEs. Former une petite minorité d'élite contre l'immense majorité des jeunes qui viendront grossir au plus vite les rangs d'une main-d'œuvre corvéable à merci, tout ça sur fond de « travaille et tais-toi », drapeaux français et hymne national.

Mensonges et mépris

Sauf que pour les enseignantEs, les jeunes et leurs parents, ça ne passe pas. L'année scolaire qui vient de s'achever a été ponctuée de grèves, blocages de lycées, occupations d'écoles, manifestations devant les ministères, les rectorats. Fidèle aux méthodes du gouvernement Macron, Blanquer a déployé un arsenal répressif pour tenter de faire taire la contestation : les enseignantEs et les lycéenEs ont dû subir interventions policières, gardes à vue, menaces, sanctions disciplinaires et financières. Mais loin de les faire taire, cette répression a attisé la colère, poussant même les enseignantEs à bloquer le sacro-saint baccalauréat !

La politique de Blanquer et du gouvernement Macron en matière d'éducation a rencontré l'an dernier un rejet massif de la part des enseignantEs, des parents d'élèves et des lycéenEs.



Après cette année agitée, qui a fini en beauté, Blanquer sait qu'il a eu chaud. Alors en cette rentrée, après l'autoritarisme et la répression, il teste la méthode « mensonges et mépris ». Alors que les enseignantEs de France font partie des moins bien payés de l'OCDE, Blanquer a allumé un contre-feu en annonçant à la télé, une augmentation de 300 euros... par an ! Soit moins de 20 euros net par mois...

Cette annonce est une véritable insulte. Blanquer, les profs ne veulent pas de ton aumône ! En revanche, ils et elles s'organisent

afin de reprendre la mobilisation pour obtenir le retrait de toutes les réformes.

Une rentrée sous le signe de la mobilisation

Les 26, 27 et 28 août dernier, une université d'été de l'éducation s'est tenue en région parisienne, en présence de 500 enseignantEs. Dès le mercredi 28 août, une coordination nationale des établissements en lutte contre les réformes Blanquer s'est réunie pour élaborer un plan de bataille pour la rentrée en tirant les leçons des expériences de mobilisations de l'an dernier

et de leurs limites. Tirant le bilan négatif de la dispersion des forces, elle appelle à construire une mobilisation commune de l'ensemble de l'éducation, de la maternelle à l'université, à rompre avec les stratégies perdantes des grèves « saute-mouton », et à construire au contraire des grèves prolongées jusqu'à l'obtention du retrait des réformes.

La rentrée s'est faite en situation de crise dans de nombreux établissements : DHG en baisse, fermetures de classes, manque d'enseignantEs, de surveillantEs ou de CPE. Certaines équipes ont déjà voté la grève de la rentrée, à l'image du lycée Renoir d'Asnières (92) ou du collège Charcot à Oissel (76) qui étaient en grève dès le lundi 2 septembre contre une baisse de moyens.

La coordination nationale des établissements a appelé à faire du mardi 10 septembre un premier temps fort de regroupement de tous les établissements en lutte en cette rentrée, et à rejoindre au plus vite les établissements qui s'engageront dans des grèves reconductibles. Elle appelle à faire de la journée du 24 septembre une journée de grève générale de l'éducation et à converger avec les autres secteurs salariés. La coordination appelle également à organiser des AG interprofessionnelles à l'issue de la journée du 24 septembre pour discuter des suites de la mobilisation.

Juliette Stein

RÉPRESSION Liberté pour Vincenzo, non à l'extradition!

À cette heure, les avocates de Vincenzo ont obtenu un délai pour supplément d'information, afin d'étudier si le mandat d'arrêt doit donner lieu ou non à une extradition. Les avocates ont aussi demandé une demande de mise en liberté sous bracelet avec garantie d'hébergement, vie sociale, travail en Bretagne. Ces derniers jours, le comité de soutien de Vincenzo a révélé que le mandat d'arrêt pour Gênes était incomplet et inconstant selon « la cour et l'avocat général » et celui pour Milan caduque puisque Vincenzo avait déjà effectué sa peine. Le dossier s'avère en réalité plus complexe que prévu pour les autorités italiennes qui se retrouvent face à un flagrant délit de manipulation.

Gênes, été 2001

Il faut se souvenir du contexte de ces manifestations de Gênes en 2001 : mort d'un manifestant, Carlo Giuliani, torture en détention, « boucherie » du dortoir Diaz... Amnesty International avait parlé à l'époque de « la plus grave atteinte aux droits démocratiques dans un pays occidental depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ». Mais aucun policier, aucun ministre, aucun commissaire ne sera toutefois inquiété. L'Italie sera condamnée, quinze ans plus tard, par la Cour européenne des Droits de l'homme pour n'avoir jamais

Vincenzo Vechhi, militant politique italien arrêté dans son village breton près de Rochefort-en-Terre et emprisonné à Rennes depuis le 8 août dernier, est sous le coup d'une demande d'extradition de la justice italienne afin d'être jugé pour sa participation aux manifestations contre le G8 de Gênes en 2001 et une manifestation antifasciste à Milan en 2006. La peine encourue est hallucinante : 12 ans de prison, 18 ans après, pour des faits mineurs et matériels.



Mercredi 16 septembre, à droite toute ! DR

poursuivi en justice ni identifié les auteurs de violences.

Car c'est bien une affaire politique qui se déroule dans les murs du Parlement de Rennes. L'arrestation de Vincenzo a lieu alors que, dans l'Italie de l'été 2019, c'est l'extrême droite de Salvini et de la Ligue du Nord qui est au pouvoir. Ce dernier a voulu étaler sa force en montrant qu'après avoir obtenu l'extradition de Cesare Battisti, il pouvait enfin avoir la tête d'un militant anticapitaliste

et antifasciste. Le gouvernement français, Macron, Castaner, Le Drian et Belloubet seraient directement complices de l'extrême droite italienne en acceptant une extradition demandée par Salvini.

Le combat pour Vincenzo est notre combat

Le mercredi 14 août, alors que comparait Vincenzo, nous étions plus de 300 devant le Parlement pour le soutenir et pour exprimer notre

colère : comité de soutien de Rochefort-en-Terre, militantEs politiques, syndicaux, associatifs, antifas... de Rennes et de Bretagne.

Des comités de soutien ont fleuri partout en France pour exiger des autorités françaises qu'elles ne cèdent pas aux injonctions italiennes de leur livrer un militant politique.

Cette affaire s'est développée dans le contexte du G7 à Biarritz, de la répression accrue des militantEs et manifestantEs, de la montée des fascismes partout dans le monde... Le combat pour Vincenzo est un levier aujourd'hui partout en France (et en Italie) pour faire de la politique et armer notre camp social.

Alors qu'Antonin Bernanos vient lui aussi de se voir prolonger sa détention, il est primordial aujourd'hui de réclamer la liberté pour touTEs les camarades antifascistes, touTEs les camarades du mouvement social et politique, touTEs les manifestantEs qui se retrouvent derrière les verrous d'une justice de classe, d'une justice aux ordres des gouvernements les plus réactionnaires et autoritaires.

Kevin Elté

Simple intox pour annoncer aux travailleurEs et retraitéEs qu'il va falloir encore se serrer la ceinture ou bien perspective réelle? Certains « experts » économiques ont trouvé le responsable: Trump et sa guerre commerciale avec la Chine. En fait, le président US n'est pas un éléphant qui dévasterait un magasin de porcelaine florissant: l'économie mondiale tourne au ralenti et les organismes internationaux revoient de plus en plus leurs prévisions à la baisse. La situation US est incertaine mais la zone euro, et en premier lieu l'Allemagne, est au bord de la récession (c'est-à-dire du passage à une croissance négative): la production industrielle a baissé de 1,6% en juin 2019 par rapport à juin 2018. En Chine aussi la croissance ralentit malgré les mesures répétées de soutien à l'économie.

Ralentissement du commerce international

Le commerce international connaît aussi un net ralentissement. La surproduction est patente dans la sidérurgie et l'automobile. Une baisse de l'ordre de 3% de la production mondiale automobile est attendue pour 2019. La Chine, premier marché au monde, tomberait à moins de 25 millions de véhicules, soit une baisse de 6% depuis son pic de 2017. Les taux de profit des dernières années ne paraissent pas avoir retrouvé leur niveau de 2007. La hausse du taux d'exploitation est aujourd'hui le principal instrument de lutte du capital pour sauvegarder les profits. Les salaires stagnent (sauf ceux des catégories supérieures et de branches particulières) dans les économies développées (y compris dans celles qui affichent

CAPITALISME MONDIALISÉ Vers la crise économique et financière?

La situation actuelle est particulière. Alors que, en général, à la veille d'une crise, bourgeoisies et gouvernements relativisent les choses, cette fois-ci, ce n'est pas le cas: « Nous ne sommes pas à l'abri d'une récession », déclarait ainsi Roux de Bézieux, le patron des patrons, à la veille de l'université d'été du Medef.

des taux de chômage faibles comme l'Allemagne et les États-Unis). Les États jouent également leur rôle de « béquilles » du capital: aux États-Unis (et dans d'autres pays), les baisses des impôts sur les entreprises ont soutenu les profits (après impôts). Les profits réalisés par les entreprises ont largement servi à des opérations de fusion, des rachats d'actions et des distributions de dividendes ou bien demeurent sur des placements liquides, tandis que l'investissement privé reste limité. L'investissement public est contraint par les politiques d'austérité.

Hausse de l'endettement

Le capitalisme est plus que jamais financiarisé. Les actifs financiers continuent en effet de croître une fois passé le choc de 2007-2009. Actuellement les marchés financiers sont ballottés au gré des annonces US. Les taux d'intérêt sont aujourd'hui clairement orientés à la baisse, voire négatifs. Une apparente irrationalité: ces taux ont plongé et les taux à moyen et long terme ont tendance à être plus élevés que les taux pour les titres à court terme, ce qui traduit l'incertitude dans laquelle sont

placés les financiers pour le proche avenir: les titres à long terme émis par les grands États fonctionnent comme refuge. Par ailleurs, l'endettement des États et surtout des sociétés non financières (les entreprises) est reparti à la hausse. En cas de net retournement économique, certaines de ces entreprises pourraient avoir des difficultés à rembourser, ce qui mettrait les banques en difficulté. On assiste depuis 2008 à une prolifération des « entreprises zombies » qui ne survivent qu'en s'endettant et en profitant des faibles taux d'intérêt.

Y a-t-il encore un pilote dans l'avion?

Donc, non seulement se profile un fort ralentissement des économies mais existent les éléments d'une crise financière. Dans l'immédiat, aussi bien la BCE que la Réserve fédérale américaine sont en éveil, et ont renoué avec la baisse des taux et les rachats de titres. Quant à la Chine, elle a annoncé plusieurs mesures de soutien de l'économie. Au niveau budgétaire, la donne a changé aux USA avec Trump qui a baissé massivement les impôts des riches et des entreprises et augmenté les dépenses militaires d'où

une hausse du déficit désormais acceptée par les Républicains. Mais une autre question se pose: y a-t-il encore un pilote dans l'avion mondial pour impulser des actions coordonnées? Trump fait flèche de tout bois pour défendre le statut et les intérêts du capitalisme US, tant économiques que politiques et militaires. Il multiplie les initiatives unilatérales. Parfois, il recule ou temporise, mais le climat d'incertitude est de plus en plus net. Il est donc douteux que, en cas de nouveaux soubresauts financiers, les USA aient la possibilité et la volonté de rassembler sous leur houlette les autres États capitalistes; il se pourrait même qu'ils fassent obstacle aux tentatives de coopération... Ce pourrait être un facteur important d'approfondissement de la crise. Pour résumer la situation: le ralentissement est en cours, la crise financière est probable à un horizon assez bref (mais qu'on ne peut déterminer). Un certain désarroi règne dans les « hautes sphères » toujours déterminées à faire payer la facture par « ceux d'en bas ». Mais, dans le même temps, cette crise constituera un révélateur de la réalité d'un système où ce sont toujours les mêmes qui subissent....

Henri Wilno

HONG KONG Où en sont les mobilisations?

L'impasse politique est telle que toutes les hypothèses restent ouvertes. En attendant, le mouvement ne cesse de se renforcer, avec une alternance de mobilisations de masse et d'actions radicales bénéficiant du soutien persistant de la population. Un boycott des cours par les étudiantEs et élèves de lycée était prévu dès la rentrée, lundi 2 septembre¹.

Face à la mobilisation, la répression se déchaîne, mais le pouvoir de Pékin n'a jusqu'à présent marqué que deux petits points: – les milieux d'affaires ne montrent plus la moindre sympathie envers le mouvement, suite à la menace de se voir interdire l'accès au marché chinois, – il a réussi à mobiliser une partie de ses partisans à Hong Kong et dans certains pays, dont divers « campistes ».

Trois grandes étapes

1) En juin, un million puis deux millions de personnes sont descendues dans la rue. Ce dernier chiffre représente plus de la moitié des habitantEs en âge de manifester. Face au mépris des gouvernements de Hong Kong et de Pékin, des actes violents ont alors commencé à se produire. 2) Début juillet, des jeunes radicaux ont bloqué des bâtiments officiels, puis pénétré de force dans le bâtiment du Conseil législatif. Le pouvoir espérait que l'opinion se retournerait contre eux. Mais c'est c'est le contraire qui s'est produit. Le pouvoir a alors tenté une nouvelle tactique en collaboration avec la mafia. Celle-ci a sauvagement agressé les personnes présentes dans une gare de banlieue à l'heure de retour d'une grande manifestation en ville. Résultat, même les plus



HONG KONG FREE PRESS

modéréEs se sont mis en colère. Le mouvement s'est à la fois élargi et encore davantage radicalisé. La manifestation du 27 juillet a été encore plus significative. Pour la première fois, la police avait refusé de l'autoriser. En temps ordinaire, la population aurait accepté cette interdiction. Au lieu de cela, des centaines de milliers de personnes se sont rebellées et sont descendues dans la rue. C'était la première fois qu'un tel niveau de désobéissance civile avait lieu. 3) La centrale syndicale HKCTU a alors lancé un appel à la grève générale pour le 5 août. On estime que 300 000 ou 400 000 personnes y ont participé. Le transport aérien a été particulièrement touché. Simultanément, des manifestantEs ont bloqué une grande

partie des réseaux ferrés. Dans la foulée, des manifestations ont eu lieu tous les 2 ou 3 jours, et les occupations de l'aéroport se sont multipliées. Le 17 août, 1,7 million de personnes sont à nouveau descendues dans la rue. En août, les violences policières se sont amplifiées. Dans le transport aérien au moins 20 salariéEs ont été licenciés depuis juin, dont la présidente d'un des syndicats. Dans les derniers jours d'août, plusieurs responsables politiques ont été arrêtés.

Les composantes du mouvement

1) Les partis politiques sont très faibles. Mais ils ont assuré la cohérence du Civil Human Rights Front qui regroupe des syndicats, des ONG, et des partis. Ce front a servi de structure

référente des manifestations. Le Front n'a pas joué de rôle réellement dirigeant: il a toujours attendu que la jeunesse radicale impulse le passage à un niveau supérieur. Mais sans ce front, les jeunes radicaux se seraient retrouvés très isolés. 2) La jeunesse constitue la majorité des manifestantEs. Parmi elles et eux, une dizaine de milliers veulent en découdre avec la police et mettent en place des modes d'organisation innovants. Des milliers d'autres jeunes ne sont pas prêts à en faire personnellement autant, mais fournissent les visières, les casques, l'eau... Les jeunes mobilisés croient sincèrement en la démocratie. Il est rare qu'ils et elles soient membres d'organisations politiques. Leurs orientations politiques sont diverses, une minorité est par exemple xénophobe à l'égard des ChinoisEs du continent. 3) Extrêmement peu de grèves ont habituellement lieu, et ce uniquement sur des revendications économiques. En un peu plus d'un mois, HKCTU a appelé deux fois à la grève générale politique. Face à la répression, la solidarité internationale est plus que jamais nécessaire.

Dominique Lerouge

1 – Les éléments de cet article sont largement inspirés des propos du militant hongkongais AU Loong Yu. <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article50173>

AMAZONIE

Désastre total, catastrophe planétaire!

C'est le choc en cet été caniculaire: images dantesques de mégafeux ravageant la forêt tropicale; images de l'agglomération de Sao Paulo avec ses 21 millions d'habitantEs plongée dans le noir le 20 août; Bolsonaro mis sur la sellette au G7 de Biarritz et dénonçant les mises en demeure « colonialistes » de Macron. Rarement les enjeux écologiques, sociaux, politiques, économiques et même culturels auront été aussi mêlés.

Avec une emprise sur 9 pays, l'Amazonie, neuf fois plus étendue que la France, est à plus de 60% brésilienne. En quelques décennies, son immense capacité de stockage de CO₂ a été réduite de 30%. La déforestation a été multipliée par deux pendant les premiers mois du gouvernement Bolsonaro. Le défrichage s'est fait avec le feu, le bulldozer et la tronçonneuse: une « journée du feu » a même été organisée le 10 août! On a enregistré 80 000 feux depuis janvier sur cette « Terre promise » pour les exportateurs: multinationales du soja OGM et latifondistes éleveurs de bétail. Et tant pis pour les peuples autochtones de la forêt: « *Voulons-nous garder les Indiens pris au piège dans ces réserves comme des hommes préhistoriques?* » dixit Bolsonaro!



Macron écolo, antifasciste?

Pédagogue écolo, le président français nous explique « la double peine »: « Non seulement l'Amazonie n'absorbera plus de CO₂, mais les feux relâchent tout le CO₂ retenu » et revendique « l'ingérence environnementale ». Magnanime, il offre l'aide de l'Europe. Et menace: « Si rien n'est fait, l'accord Europe-Mercosur n'aura pas lieu »! Il prétend rester l'homme qui s'est opposé à Bolsonaro le facho. Mais il est aussi peu écolo et antifasciste que Bolsonaro n'est anti-impérialiste quand il déclare: « L'Amazonie n'est pas à vous, elle appartient au Brésil! » La France, pays d'agriculture industrielle, importe massivement du soja OGM et de la viande issus de la déforestation et organise la catastrophe des orpailleurs en Guyane, colonie d'Amazonie française.

Décrétons l'Amazonie ZAD planétaire!

Bloquons-les dans leur fuite en avant! Nous avons un besoin vital de l'Amazonie, de sa biodiversité, de son eau, de « ses fleuves aériens », de ses peuples indigènes qui ont à nous apprendre! Bloquons l'écocide et le génocide en cours! Bloquons l'exploitation capitaliste de l'Amazonie! Hâtons la révolution écologique, agricole et sociale si nécessaire. Cela se nomme écosocialisme. Oui, la planète, l'Amazonie, nos vies, la vie valent plus que leurs profits.

Commission nationale écologie





À L'ANNÉE PROCHAINE!

Après une édition 2018 très réussie, la barre était assez haute tant en termes de fréquentation que de richesse des débats. Et pourtant, cette nouvelle Université d'été n'a pas dérogé à la règle : avec plus de 800 personnes réunies du 25 au 28 août à Port-Leucate, avec ses nombreux débats, le NPA est regonflé à bloc en cette rentrée pour résister à Macron et à la clique capitaliste dont il est le champion.

Comme l'année dernière, le village-vacances de Rives-des-Corbières était un peu étroit pour loger l'ensemble des participantEs. Et, une nouvelle fois, il a donc fallu pousser les murs, trouvant de nouveaux logements en mobil-home (que celles et ceux qui en ont fait les frais en soient ici remerciés) afin que personne ne dorme sur la plage...

Fort heureusement, les lieux de vie collective, pour les nourritures du corps et celles de l'esprit, n'ont pas pâti de cette fréquentation. Ainsi, même si la concurrence était rude (soleil, terrasse, piscine ou bain de mer...), entre 400 et 550 personnes fréquentaient chaque demi-journée les nombreuses réunions (jusqu'à huit en même temps!) proposées dans le cadre du programme.

Des cycles fréquentés

Cette année, nous avons choisi de tenir deux cycles de plusieurs séances ancrés dans l'actualité : autour du mouvement des Gilets jaunes et de la poussée autoritaire de l'État macroniste. Le premier, ouvert par une séance sur l'intervention du NPA dans le mouvement, réunissant une centaine de personnes, a permis de revenir sur l'analyse d'un mouvement pluriel mais bien de notre classe. Devant 150 participantEs enthousiastes, les éclairages de Gérard Noiriel et d'Edwy Plenel ont fait prendre un peu de hauteur, tout comme les interventions de Taha Bouhafs, Laélia Veron ou Fanny Gallot présentes au côté des militantEs du NPA lors de ce cycle. Du durcissement législatif aux violences policières, notre cycle consacré à l'autoritarisme a aussi commencé sur les chapeaux de roue dès le dimanche matin : 200 personnes pour participer à l'échange passionnant entre Edwy Plenel, Olivier Besancenot et François Sabado. La suite n'a pas été en reste, avec des séances toujours

fréquentées pour écouter Antoine Boudinet, gilet jaune membre du collectif des mutilés pour l'exemple, Fabien Jobard, sociologue, ou nos camarades Roseline Vachetta et Julien Salingue.

À ces deux cycles s'en est ajouté un consacré à Rosa Luxemburg, dont c'est le centenaire de l'assassinat durant la révolution allemande. Il s'est ouvert par une première séance autour du dernier livre de Michael Löwy, *Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire*, et de la préface inédite à *Grève de masse, parti et syndicat* écrite par celui-ci et Olivier Besancenot (deux des best-sellers de la librairie La Brèche durant l'Université d'été) en présence des deux auteurs et de 160 participantEs. La suite, animée par les membres de la commission nationale formation du NPA, a permis de revenir sur les grandes lignes de la pensée théorique et de la pratique de la militante : réforme et révolution, socialisme et démocratie...

L'embaras du choix

Des anniversaires aux questions d'actualité (souvent les deux en même temps!), il y en avait pour tous les goûts, toutes les thématiques et les sujets d'intervention cette année encore. De l'internationalisme concret avec la présence de plusieurs camarades philippins, algériens ou soudanais membres d'organisations anticapitalistes, qui ont pu nous faire partager leurs expériences de construction et d'intervention. À cela, ajoutons les interventions de Behrouz Farahani (invité pour parler de l'Iran) et d'Éric Toussein ainsi que Catherine Samary, Franck Gaudichaud, Thierry Labica et d'autres camarades du NPA suivant différentes régions du monde. Les historiennes Laurence de Cock, Mathilde Larrère et Ludivine Bantigny, le sociologue Saïd Bouamama, l'autrice Emma, le médecin du travail Jean-Louis Zylberberg, le spécialiste du théâtre Olivier Neveux,

le psychiatre Jean-Pierre Martin, Frédéric Malvaud, administrateur national d'une grande association de protection de la nature (voir en der), le militant anti-nucléaire Didier Latorre, Hubert Krivine... Certains habituéEs, d'autres pas, touTEs ont trouvé un public pour nous faire partager leurs sujets de prédilection. En espérant les revoir l'année prochaine!

Enfin, les propositions venues du Comité exécutif du NPA n'étaient pas en reste. Autour des trois séances consacrées à l'analyse de la période, à la discussion autour de notre stratégie et notre politique de front unique en particulier, ainsi que sur la question de la construction du parti 10 ans après la fondation du NPA, entre 100 et 150 participantEs sont venus écouter et prendre part(i) à ces débats nécessaires.

Les luttes au programme

Au-delà de la seule mobilisation des Gilets jaunes, les différents secteurs de mobilisation de ces derniers mois étaient bien présents. Loin d'être un simple coup d'œil dans le rétroviseur, ces moments ont permis d'ouvrir sur des échanges autour des questions programmatiques et stratégiques permettant à notre camp social de résister, voire de gagner.

En présence de deux ex-grévistes d'Onet pour l'un, d'ex-postiers grévistes pour l'autre, la projection des documentaires *Les petites mains invisibles* et *Grévions*, ont aussi permis de rendre compte de façon enthousiaste de luttes emblématiques. L'atelier consacré à la lutte pour la justice climatique et aux perspectives écosocialistes, séance à l'initiative de la Commission nationale écologie et du secteur Jeunes du NPA, a réuni 70 participantEs, ouvrant un échange qui doit se poursuivre. Par ailleurs, des réformes Blanquer dans l'éducation aux attaques

sur les retraites, en passant par le racisme d'État, la défense du service public de santé (en particulier dans le secteur hospitalier) ou les mobilisations anti-nucléaires, bien des terrains de lutte ont irrigué le programme.

Temps forts

Enfin, sans répéter les comptes rendus présents dans ce journal (en page 10), signalons la réussite du meeting du dimanche soir, ainsi que les deux grands débats réunissant 150 personnes en présence de représentantEs d'organisations syndicales et politiques, le dimanche sur une question sociale centrale, la lutte pour l'emploi et contre les licenciements, et le lendemain autour des perspectives politiques à construire contre le macronisme et la menace d'extrême droite. Autre moment important, la plénière du mardi après-midi consacré à la grève internationale des femmes a réuni près de 350 participantEs. Animé par Penny Duggan pour la Commission nationale intervention féministe du NPA, y ont successivement pris la parole des militantes féministes et anticapitalistes venues spécialement de l'État espagnol, de Belgique et de Suisse. Un partage d'expérience précieux pour construire aussi ici un 8 mars offensif et au-delà un mouvement de masse dynamique et radical pour l'égalité des droits. Enfin, difficile de conclure sans mentionner nos invitéEs du soir (bonsoir!), réalisateurEs venus présenter leurs documentaires : Aurélien Blondeau, Shu Aiello, Penda Houzangbe et Jean-Gabriel Tregoaat (à bientôt sur d'autres écrans!). Et comme rien n'est meilleur que de finir en chanson, celles de Goulamas'K et ses hymnes à la résistance ont fait chanter et danser toute l'Université d'été mardi soir. « Si je ne peux pas danser, je ne veux pas prendre part à votre révolution ». À très bientôt ?

Commission université d'été

LA GOUVERNANCE

Dans le cadre du cycle « autoritarisme », consacré aux mutations autoritaires des démocraties parlementaires/bourgeoises, un atelier était consacré à la situation française et à la gouvernance autoritaire de Macron, Castaner et Cie, éclairée par les écrits théoriques du penseur et militant italien Antonio Gramsci. Morceaux choisis.

« Dans un État démocratique républicain, le monopole de la violence légitime, c'est celle des policiers et des gendarmes. » Ainsi s'exprimait, le 7 janvier, Gérard Darmanin, alors qu'il était questionné, sur RTL, au sujet des nombreuses accusations de violences policières commises contre les Gilets jaunes. Darmanin aurait mieux fait de lire le sociologue Max Weber, auquel il prétend se référer, plutôt que de répéter sottement une formule sans la comprendre. Car la formule exacte de Weber est beaucoup plus subtile que ce qu'en ont retenu les petits soldats de la Macronie. Au début du 20^e siècle, Weber expliquait ainsi que l'État est une communauté qui « revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime ». Une formule/définition qui tient compte du fait que, contrairement à ce que semblent croire Darmanin et Cie, la légitimité ne se décrète ni ne se proclame : elle repose sur un accord tacite, un consentement, une adhésion.

ordre qui les maintient pourtant dans une position subalterne. C'est dans ce cadre qu'il forge le concept d'hégémonie, entendue comme une forme de domination qui repose sur « la combinaison de la force et du consentement qui s'équilibrent de façon variable, sans que la force l'emporte par trop sur le consentement, voire en cherchant à obtenir que la force apparaisse appuyée sur le consentement de la majorité »¹. La force et le consentement sont les deux variables essentielles permettant de comprendre non seulement la domination qui s'exerce dans l'État moderne, mais aussi les différentes trajectoires étatiques et les différents modes d'exercice du pouvoir de et dans l'État. Gramsci opère donc une distinction entre « société politique » (l'appareil d'État au sens strict), terrain de lutte pour le contrôle de l'usage de la force, et « société civile » (partis, mouvements, associations, médias, organisations religieuses, etc.), terrain de lutte pour le contrôle du consentement.

Force et consentement

Pour Antonio Gramsci, la domination de la bourgeoisie via l'État moderne ne peut être comprise si l'on ne tient pas compte du fait que les dominants doivent obtenir le consentement de fractions des classes dominées et leur adhésion, à bien des égards, à un

Une affaire de dialectique

Si l'utilisation de la force est au cœur de l'exercice de la domination bourgeoise par le moyen institutionnel de l'État et, en dernière analyse, le moyen ultime pour assurer cette domination, les formules résumant l'État à la seule force armée négligent le fait que le degré d'utilisation de la force par l'État bourgeois peut être variable

LE CYCLE

Comme chaque année, la Commission nationale formation (CNF) du NPA a animé un cycle historique, consacré à l'année 1919. Dans ce cadre, une séance, mise en place par Bernard Chamayou, a été consacrée au *Bienno rosso italien*, qui a vu en 1919-1920, les ouvriers italiens occuper les usines et établir des conseils, avant de subir une répression qui ouvrit la voie au fascisme. Une autre séance, animée par Elodie Chiche, a été consacrée à la naissance en mars 1919 de la III^e Internationale.

Le centenaire de l'assassinat de Rosa

Toutefois, la CNF avait fait le choix de consacrer l'essentiel de son cycle à l'œuvre de Rosa Luxemburg, à l'occasion de la commémoration du centenaire de son assassinat, le 15 janvier 1919, lors de la répression de l'insurrection spartakiste de Berlin à laquelle elle avait loyalement participé, après avoir été mise en minorité sur le principe de ce soulèvement qu'elle jugeait prématuré. Trois séances lui ont été consacrées, dont l'une a été animée par Michael Löwy et Olivier Besancenot devant 200 personnes, les deux autres ayant rassemblé une cinquantaine de participantEs. Ces trois séances ont été consacrées aux trois œuvres majeures de Rosa Luxemburg. Tout d'abord

Réforme sociale et révolution, une brochure de 1898 dans laquelle Rosa intervenait dans le grand débat sur la stratégie du mouvement socialiste qui caractérise la fin des années 1890, pour critiquer les positions d'Eduard Bernstein qui considérait que la révolution était devenue inutile, puisque l'évolution économique et politique était censée amener la société à devenir naturellement socialiste. Ensuite, *Grève de masse, parti et syndicat*, dans laquelle Luxemburg tirait en 1906 les conséquences stratégiques de la grève de masse qui avait fait vaciller le régime tsariste à l'automne 1905. Enfin, la « brochure Junius », autrement dit *la Crise de la social-démocratie*, que Rosa rédigea en prison en 1915, afin de prendre acte de la faillite de la

AUTORITAIRE SAUCE MACRON



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

et doit toujours être pensé en relation avec la quête d'hégémonie des classes dominantes. Il existe une relation dialectique entre force et consentement : plus le consentement est faible, plus la classe dominante devra se reposer sur l'appareil d'État et la coercition ; plus l'appareil d'État est faible, plus la classe dominante devra rechercher le consentement des dominés.

Ainsi, si la violence d'État est consubstantielle de la domination bourgeoise, elle s'exerce sous des formes et à des intensités diverses selon les configurations politiques et sociales, et doit donc être pensée dans son historicité. La situation que nous traversons actuellement en France, marquée par un degré élevé de répression, est à ce titre singulière, mais elle s'inscrit dans une longue histoire, faite de moments répressifs particulièrement intenses auxquels ont pu succéder des phases où la violence d'État s'exerçait de manière moins brute.

Crise d'hégémonie

L'autoritarisme macronien est aujourd'hui l'expression « à la française » d'une crise d'hégémonie des classes dominantes à l'échelle internationale, qui se déploie sous des formes diverses dans la plupart des « démocraties bourgeoises ». Lors de l'élection de Macron, la question était posée de savoir s'il représentait une solution à cette crise d'hégémonie ou s'il était un produit de cette crise qui ne pourrait, à moyen terme, que l'approfondir. Tout indique aujourd'hui que, même si ses contre-réformes répondent aux souhaits de la bourgeoisie, la crise est loin d'être résolue : les réformes sont votées et s'appliquent, mais le consentement n'est pas là, en témoignant la faible popularité de Macron et le rétrécissement de sa base sociale, lui qui était déjà minoritaire lors de la présidentielle. Le développement de cet autoritarisme du 21^e siècle, qui n'a

pas commencé avec l'élection de Macron mais auquel ce dernier a donné une accélération, n'est pas un accident de parcours. Répression policière, attaques contre la liberté de la presse et offensive contre les droits démocratiques font système, et sont un élément structurant du macronisme. Là réside le principal danger du moment répressif que nous connaissons : la Macronie n'opère pas une simple « fuite en avant », mais a fait de l'ultra répression un mode de gouvernance.

Tout projet révolutionnaire doit en tirer des conclusions pratiques, parmi lesquelles la nécessité d'un programme combinant défense intransigeante des acquis démocratiques et propositions radicales autour de l'exigence d'une « démocratie réelle ».

Julien Salingue

1 – Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position*. Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, Paris, La Fabrique, 2011, p. 234.

LE ROSA LUXEMBURG

II^e Internationale et de proposer au mouvement ouvrier de construire une nouvelle organisation, afin de mener la lutte contre la guerre et pour la révolution socialiste internationale.

Une penseuse de la démocratie

Les communications et les discussions présentées dans ces ateliers ont mis en exergue deux des apports théoriques de Luxemburg au marxisme révolutionnaire. Le premier ressort de l'importance qu'elle a toujours accordé à la question de la démocratie. Contestant que le capitalisme ait été le moteur de la démocratie, elle y voyait au contraire le résultat de l'essor de la classe ouvrière, qui en avait été le sujet essentiel et en demeurait le garant fondamental, dans la mesure où Rosa pressentait que si le prolétariat n'avait pas la force de prendre le pouvoir, la bourgeoisie risquait de faire le choix de la dictature, ce que l'histoire du 20^e siècle devait dramatiquement illustrer. L'importance qu'elle accordait aux questions démocratiques l'a amenée à prendre parti dans la querelle de Jaurès et de Guesde sur l'affaire Dreyfus, en soutenant avec Jaurès que les partis ouvriers

devaient s'engager sans hésiter dans la lutte contre l'extrême droite et l'antisémitisme. Elle l'a aussi amené à polémiquer contre le centralisme organisationnel que Lénine proposait d'introduire dans son *Que faire ?* en 1902, en se prononçant contre « la subordination mécanique des militants vis-à-vis du centre du parti ». Enfin, au lendemain de la révolution russe, elle n'hésita pas à critiquer la politique des bolcheviks, et en particulier leurs mesures contre les libertés. S'inspirant d'une formule de Marx, elle rappelait à ceux qui voulaient priver leurs ennemis de classe de leurs outils d'exploitation que « la liberté, c'est toujours la liberté de ceux qui ne pensent pas comme vous ».

Une rupture épistémologique dans le matérialisme historique

Alors que l'idéologie de la II^e Internationale était basée sur un marxisme vulgaire, qui offrait une explication linéaire de l'histoire, destinée à démontrer que le socialisme était inéluctable, Luxemburg fut la première théoricienne à développer une conception authentiquement dialectique de l'histoire. Particulièrement

emblématique de sa pensée fut la rupture épistémologique qu'apporta son fameux « socialisme ou barbarie », qui affirmait que le socialisme n'avait rien d'inéluctable et que l'humanité pourrait tout à fait emprunter d'autres chemins. Cette conception théorique fut la source d'une praxis révolutionnaire, qui prenait à contrepied les dirigeants réformistes lorsqu'ils estimaient que, le socialisme étant inéluctable, il convenait de l'attendre tranquillement et de ne pas bousculer les rythmes de l'histoire. Ce rejet révolutionnaire des « lois d'airain » de l'histoire se retrouve dans toute l'œuvre de Rosa. Elle imprègne sa conception de l'histoire de la démocratie, lorsqu'elle affirme que les progrès des libertés que le 19^e siècle avaient apportés n'avaient rien de définitif. Comme l'a souligné Michael Löwy, elle se retrouve aussi dans son interrogation sur les formes primitives de communisme qui est le véritable sujet de son *Introduction à l'économie politique* qu'elle publia en 1907. C'est en particulier de ce point de vue que Rosa reste une penseuse qui a encore aujourd'hui quelque chose à nous dire.

Laurent Ripart

FORUM « CONSTRUISONS LA GRÈVE INTERNATIONALE DES FEMMES! »

Cette année, pour la première fois, le forum de notre université d'été a été consacré au mouvement féministe.

Depuis plusieurs années nous avons vu la montée des mobilisations féministes à travers le monde, depuis les grandes manifestations contre les violences faites aux femmes en Inde en 2012, en Argentine, dans l'État espagnol ou au Mexique en 2015, les mobilisations pour le droit à l'avortement également dans l'État espagnol en 2012, en Pologne en 2016 et avec grande réussite dans le référendum en Irlande en 2018. Le mouvement #MeToo depuis 2017 souligne à quel point les femmes sont l'objet quotidien de harcèlement et de violences sexuelles. Les femmes sont en outre au premier rang des mobilisations contre Trump en 2017, contre Bolsonaro au Brésil, ou aujourd'hui dans les processus en cours en Algérie et au Yémen. C'est par un rappel de ce contexte que Penny Duggan, pour la commission nationale d'intervention féministe, a introduit le forum. Puis elle a souligné l'émergence d'un mot d'ordre de grève, d'abord en Amérique latine et repris ensuite aux États-Unis et en Europe, notamment avec la grève des 6 millions dans l'État espagnol en 2018.

Succès de la grève en Suisse

C'est autour de la préparation, mobilisation et succès de la grève que nos invitées ont contribué sur l'expérience de leurs pays. D'abord Clémence Jung, militante de la coordination de SolidaritéS, parti anticapitaliste en Suisse, juriste syndicale et membre du collectif grève des femmes en Suisse romande, a expliqué pourquoi en Suisse la grève des femmes s'est tenue le 14 juin, date anniversaire de la première grève des femmes en Suisse en 1991 quand un demi-million de femmes s'étaient mobilisées pour que l'article de la Constitution adopté 10 ans plus tôt devienne la réalité : « L'homme et la femme sont égaux en droits. La loi pourvoit à l'égalité, en particulier dans les domaines de la famille, de l'instruction et du travail. Les hommes et les femmes ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur

égale. » Elle a précisé les moyens par lesquels, d'assemblée générale en collectif local en passant par l'écriture d'un Manifeste adapté aux différentes parties linguistiques du pays, elles ont travaillé à construire un mouvement large, inclusif, où les syndicats étaient également partie prenante, comment le groupe juridique dont elle fait partie a écrit une brochure pour expliquer comment faire valoir le droit de grève (extrêmement restrictif). Le résultat a été une grande réussite avec plus d'un demi-million de femmes et d'hommes solidaires qui ont pris part aux mobilisations à travers tout le pays. À cela, il faut ajouter des milliers de personnes qui, dès minuit, ont occupé l'espace public, certains lieux de travail ou qui ont simplement manifesté leur solidarité avec la grève en arborant la couleur violette ou le badge réalisé pour cette occasion.

« Quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête »

Ensuite Ellen Verryt, militante du SAP-Gauche anticapitaliste en Belgique et membre du « Collectif 8 maars », a repris sur le travail de préparation de mobilisation, comment à chaque moment de nouvelles questions telles que le problème de la transphobie ou de l'homophobie, pouvaient se poser à partir de petits incidents mais devenaient un moment de débat, de politisation et de renforcement de la force collective du mouvement, avec par exemple la création d'une commission inclusivité. De nouveau, l'accent a été mis sur le travail à la base, la création des collectifs, des assemblées générales pour cette première grève nationale féministe de femmes. Une grève différente, basée sur 4 axes : grève du travail salarié, mais aussi grève des soins, une grève étudiante et une grève de la consommation, autour du slogan : « Quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête ». Il est difficile de chiffrer ce succès mais, dans de nombreuses villes de Belgique, des milliers de femmes se sont mobilisées et/ou mises en grève et se sont rendues « visibles » par leur absence dans leurs tâches quotidiennes. Les principaux syndicats, la CSC et la FGTB, ont soutenu la grève.

Des expériences et des débats

En 2018 des militantes de l'État espagnol nous avaient déjà raconté

leur grève massive. Cette année, Julia Camara, militante d'Anticapitalistas et porte-parole de la coordination de la grève des femmes au niveau fédéral, a mis l'accent sur l'importance de ce mouvement international, qui pour la première fois est né dans le Sud, en Amérique latine, qui a fait le lien entre les violences faites aux femmes – une des étincelles a été l'assassinat d'une jeune fille de 15 ans – et la violence du capitalisme et de l'austérité à l'égard des femmes. C'est donc un mouvement qui pointe la contradiction entre vie, dans tous les sens du terme, et capitalisme, et donc un féminisme très différent d'il y a dix ans.

Elle a insisté sur l'importance aujourd'hui de ce mouvement comme principal vecteur de politisation et radicalisation dans le monde, avec les questions environnementales, et qui repose sur l'idée d'action collective et pas individuelle, comme l'« empowerment » prôné par certaines pendant les années précédentes.

Le riche débat qui a suivi les présentations a pu également se poursuivre dans l'assemblée non-mixte des femmes qui s'est tenue juste après. Parmi les questions en débat dans ces deux moments, la grève des femmes dans la sphère reproductive ou domestique : porte-t-elle plus qu'une grève sur les lieux de travail des salariées ? Autre question : comment faire en 2020 quand le 8 mars tombe un dimanche ? Continuer avec le mot d'ordre de grève s'adressant aux salariées qui sont contraintes de travailler le dimanche, notamment dans les services publics indispensables, mais aussi de plus en plus dans le commerce, et en utilisant les possibilités ouvertes par la date du dimanche de mobiliser encore plus largement pour les manifestations et autres activités. Il s'agit également de saisir l'occasion du 8 mars pour faire un travail de popularisation de l'idée de la grève et de la nécessité des mobilisations des femmes sur tous les fronts dans les lieux de travail, d'études et des quartiers.

Comme a dit Julia, les intérêts des femmes sont les intérêts de la classe ouvrière. Quand nous sommes des millions dans la rue, comment douter que la lutte des femmes est elle-même la lutte des classes ?

Penny Duggan



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

SANS-PAPIERS DE CHRONOPOST Un mois d'août animé, une rentrée offensive

Août était synonyme d'inquiétude pour les sans-papiers de Chronopost Alfortville (94), en grève depuis le 11 juin, et qui sont depuis cette date présents jour et nuit devant leur agence.

La moindre présence des réseaux militants pendant cette période de congés (par ailleurs souvent propice aux coups bas) pouvait légitimement faire craindre une tentative d'expulsion du piquet. D'autant plus que Chronopost avait tenté d'y parvenir, sans succès, par la voie judiciaire, et que la préfecture du Val-de-Marne, de son côté, avait fait pression pour que la DIRECCTE ne reçoive pas une délégation des travailleurEs et de leurs soutiens.

Initiatives multiples

Non seulement le piquet a bien tenu, mais les Chronopost sont loin d'être restés l'arme au pied.

Le 1^{er} août, un rassemblement se tenait devant le siège de La Banque postale qui, bien qu'officiellement filiale du groupe La Poste, est en fait un véritable donneur d'ordre financier. Ce rassemblement avait été précédé par l'occupation des locaux de Mission intérim à Corbeil-Essonnes. Le 23 août, nouveau rassemblement, cette fois devant Derichebourg. Ainsi c'est l'ensemble des responsables du système de sous-traitance en cascade mis en place pour surexploiter ces salariés qui ont été interpellés. Tous se renvoient la balle en mentant comme des arracheurs de dents, puisqu'il prétendent ne pas connaître ces travailleurs qu'ils reconnaissent pourtant quand il s'agit de faire des profits sur leur dos. Pas étonnant donc qu'ils refusent une rencontre qui permettrait de confronter les versions des uns et des autres.



Mais, ayant pleinement conscience que leur combat ne se gagnera pas dans l'isolement, les Chronopost ont participé à d'autres initiatives. Ils se sont ainsi rendus sur le piquet des femmes de ménage de l'hôtel Ibis Batignolles, en grève depuis le 17 juillet (voir page 9). Ils ont également participé à des mobilisations unitaires, comme la commémoration de l'expulsion de Saint-Bernard ou le rassemblement devant l'université d'été du Medef. La rentrée se fait sous le même signe de la combativité, avec, entre autres, la marche des solidarités (regroupant des collectifs de sans-papiers et des victimes de violences policières) le 6 septembre, qui se terminera devant le piquet de grève, et un rassemblement le 16 devant le siège de La Poste. Les Chrono sont donc debout, et le fait qu'il est prévu que des travailleurEs sans-papiers d'autres secteurs se mettent en grève courant septembre ne peut que renforcer leur détermination.

Édouard Gautier

HÔPITAL Vers un élargissement de la grève des urgences

Le collectif inter-urgences et les syndicats CGT, FO et SUD, qui le soutiennent, appellent à faire de l'AG du 10 septembre à Saint-Denis une étape de l'élargissement de la mobilisation des salariéEs des urgences aux autres services des hôpitaux.

C'était une note confidentielle datée du 5 mars 2015, rédigée par le service central du renseignement territorial du ministère de l'Intérieur, et adressée aux plus hautes autorités : « Le service des urgences est malade d'un engorgement massif [...] ; selon les syndicats, ce secteur semble au bord de l'implosion » Cette analyse mettait déjà en lumière la dégradation des conditions de travail à l'origine de mouvements de grève, la réduction du nombre de lits contribuant « à saturer les services hospitaliers d'urgence ainsi que les unités d'hospitalisation de courte durée, en particulier avec les patients âgés ». La note, synthèse des données recueillies par policiers et gendarmes, alertait : « Compte tenu de la fragilité économique des établissements hospitaliers et des annonces de restrictions budgétaires, quelques mouvements de protestation pourraient prendre corps. »

Cela n'empêchera pas la ministre de la Santé de l'époque, Marisol Touraine, d'annoncer un train d'économies sur les dépenses de santé, dont 3 millions à l'hôpital, et les Agences régionales de santé, bras armés du gouvernement, de fixer l'objectif de suppression de 22000 postes. Aussi fausse que son homologue actuelle, la ministre de François Hollande affirmait : « Nous surveillons la masse salariale, mais je le répète, pas question d'y supprimer des emplois. »

Un mouvement inédit qui s'est imposé sur la scène politique

Depuis, à l'AP-HP comme ailleurs en France, les luttes n'ont jamais cessé, mais toujours en ordre dispersé. Les tentatives

répétées de convergence initiées par des syndicats combattifs n'ont pas permis de déboucher sur un mouvement d'ensemble qui inverse le cours de la casse de l'hôpital public menée par les gouvernements successifs. Aujourd'hui, l'espoir renaît avec la mobilisation des services d'urgences que les vacances d'été n'ont pas affaibli. Ce mouvement, parti de Saint-Antoine, un établissement parisien, le 18 mars, rassemble maintenant près de 250 services d'urgences en lutte. Des établissements de l'AP-HP, le mouvement s'est étendu grâce à ses formes d'organisation (collectif de salariéEs s'adressant directement à leurs collègues avec le soutien de

syndicats) et ses formes de lutte qui cherchent à contourner l'obstacle des assignations : grèves, arrêts maladie, manifestations nationales. Mais ce sont surtout les revendications claires et précises qui entrent en écho avec le ras-le-bol des personnels, mais aussi de la population : dans de récentes enquêtes, 80% des sondés se déclarent solidaires de cette mobilisation, qui a mis le gouvernement sur la sellette. Alors que le mouvement va atteindre les 6 mois d'existence, le collectif relance un appel pour le 10 septembre qui devrait représenter un point d'appui pour l'ensemble des services hospitaliers autour des revendications suivantes :

- Augmentation des capacités d'accueil par l'arrêt des fermetures de lits d'aval et la création de lits nécessaires à l'arrêt des hospitalisations brancards ;
- Augmentation de 300 euros net par mois, un meilleur accès à la formation et des engagements sur la qualité de vie au travail ;
- Stagiairisation de toutes les précaires ;
- Pour l'ensemble des services un rattrapage à la hauteur des besoins exprimés par chaque service.

Et le 11 septembre, la CGT appelle à une grève de l'ensemble des hospitalierEs, ce qui peut être aussi l'occasion de construire cet élargissement vital pour gagner.

CorrespondantEs

AGNES BUZYNN ANNONCE DES MESURES POUR LES URGENCES

ET N'OUBLIEZ PAS DE BIEN VOUS LAVER TOUTES LES MAINS...



FORD BLANQUEFORT Il n'est pas encore venu le temps des adieux

Nous sommes bien conscientEs, au sein de l'équipe et du noyau qui continue à batailler contre la fermeture de l'usine, que nous sommes vraiment au pied du mur.

Pour reprendre le langage sportif, nous sommes dans les prolongations, ou même le temps additionnel. L'espoir de sauver quelque chose, de créer l'exploit diminue au fil des semaines et des jours. Et même si la cause était vraiment perdue, comment le savoir précisément ? Pour nous la délimitation ce sera le licenciement effectif. Tant que nous n'en sommes pas là, tant que l'usine n'est pas fermée, nous aurons des choses à tenter pour empêcher une issue présentée par tout le monde ou presque comme une fatalité. Il est vrai que, pour beaucoup, l'affaire est pliée. On ne parle des collègues ou de la population autour, directement et indirectement concernés, à la fois résignés, démoralisés ou écœurés qui, en majorité, sont convaincus que nous ne pouvons rien y faire. Il faut parler des pouvoirs publics, des collectivités territoriales, de l'État, de ces responsables politiques, de tous ces gens qui sont censés défendre la population, faire

respecter l'intérêt général. Par choix idéologique en partie mais aussi par incompetence, par lâcheté, par absence de sens collectif, ils ont capitulé, ils ont refusé de mener le bras de fer.

Les licenciements sont illégaux

Ce n'est pas un scoop, c'est un peu comme si c'était écrit d'avance, programmé. Mais il n'y avait pas de raison de considérer au départ que l'histoire se finirait forcément mal. D'ailleurs, même maintenant, nous ne sommes pas obligés de penser, de dire que c'est fichu, que la justice, puisque cela semble être notre dernière cartouche, laissera faire comme tous les autres avant.

Un jugement de la cour d'appel de Bordeaux devrait être rendu le mardi 17 septembre. Une justice qui, dans un premier temps, s'est elle aussi débinée, se déclarant incompétente sur le dossier. Alors on force les choses, on fait appel, on bataille pour obtenir une audience avant la fermeture. Pour obliger la justice



à juger. Pas seulement par principe mais parce que nous avons raison, parce que

Ford n'a pas de motif économique pour justifier la fermeture de l'usine, parce que du coup les licenciements sont illégaux. Oui la loi telle qu'elle est, si elle était appliquée correctement, interdit et interdirait à Ford de licencier. Comme les Auchan, Carrefour, General Electric, et tant d'autres, n'auraient pas le droit de fermer, licencier, liquider. Une très mauvaise habitude a été prise partout : considérer que les capitalistes ont les pleins pouvoirs, le droit absolu de licencier. C'est vrai si on laisse faire, c'est vrai tant que l'État, les gouvernements, les pouvoirs publics revendiquent hypocritement leur impuissance.

Résistance et solidarité

Oui, nous sommes mal entourés, pas aidés du tout. Mais peut-être en nous accrochant, on peut faire basculer les événements dans le bon sens, ou commencer à faire trembler l'ordre des choses. En tout cas on peut essayer et cela ne sert à rien de pronostiquer la défaite

comme trop souvent cela s'entend dans les milieux militants.

À J-30, nous préparons plusieurs actions, de résistance, de solidarité, avec nos soutiens, avec les équipes syndicales, associatives, politiques, avec les collectifs Gilets jaunes, en nous appuyant sur les luttes actuelles comme dans les urgences hospitalières, le plus largement possible. D'abord vendredi 6 septembre, soirée devant l'usine avec spectacle (lecture théâtralisée de textes du livre *Ford Blanquefort même pas mort*) et concert de HK; puis soirée concert au Krakatoa le samedi 21 septembre, avec humoristes et musiciens. Entre temps, un rassemblement le 17 septembre, « jour du jugement », et une manifestation unitaire contre les licenciements le samedi 21 septembre, où nous voulons organiser une jonction avec l'acte 45 des Gilets jaunes.

En vrai pour septembre, on a vraiment du boulot !

Philippe Poutou

IBIS BATIGNOLLES Une nouvelle mobilisation dans la sous-traitance hôtelière

Depuis le 17 juillet, les salariées de la société STN, sous-traitées à l'hôtel Ibis des Batignolles (Paris 17), sont en grève illimitée pour revendiquer, notamment, leur embauche par le donneur d'ordre et le passage des CDD en CDI, ainsi que la transformation des temps partiels en temps pleins.

Les femmes de chambre demandent également que cessent le harcèlement, les mutations injustifiées, les heures supplémentaires non payées, les cadences infernales...

Capitalisme et droit de cuissage

Sur le piquet, un autre sujet est dans tous les esprits : en mars 2017, une collègue est violée par un directeur de l'hôtel. Le directeur est depuis licencié et mis en examen, mais la mobilisation permet de remettre en lumière cette affaire et, plus généralement, de dénoncer les agressions sexuelles que subissent les salariées : ce cas est loin d'être isolé dans le secteur, particulièrement précaire et féminisé¹. Conscientes que leur grève pourrait durer, les salariées et leur syndicat, la CGT-HPE, n'en sont pas moins déterminés : « *Même si la grève dure longtemps, on va se débrouiller. Ça va faire un trou mais on ne va pas se laisser faire.* »² C'est qu'elles ne sont pas seules à se battre et à mener des conflits – souvent durs – face aux patrons voyous du secteur. Non loin de l'Ibis, en 2018, les salariées en poste à l'Holiday Inn de la Porte de Clichy avaient tenu 111 jours jusqu'à la victoire. Ils et elles remontent régulièrement le boulevard pour venir soutenir leurs collègues : « *Je vous conseille de ne pas lâcher, la sous-traitance doit cesser dans ce pays !* » les encourage Mirabelle le 1^{er} août lors d'un rassemblement de soutien.

À Marseille, les femmes de chambre d'ELIOR, sous-traitées à l'hôtel NH Collection ont entamé le 11 avril une grève qui dure jusqu'à ce jour. L'occasion pour les grévistes des deux villes de se retrouver lors d'actions communes, comme cet été à Toulouse, et de dénoncer ensemble la « *politique d'exploitation mais aussi la politique sexiste et raciste* » à l'encontre de ces femmes, « *majoritairement issues de l'immigration et atteintes dans leur dignité et leur intégrité physique* »³.

Exploiteurs, hors de nos quartiers !

Au-delà des secteurs syndicaux, dans les 17^e et 18^e arrondissements de Paris, la solidarité avec les grévistes s'organise. Un comité a vu le jour au mois d'août, appuyé par plusieurs organisations politiques et associatives parmi lesquelles le NPA 17-18, pour inviter les habitantEs à soutenir les revendications



des grévistes, alimenter la caisse de grève, et refuser ce système de sous-traitance hôtelière.

Marion (comité Paris 17-18)

La caisse de grève : <https://www.lepotcommun.fr/pot/0oz7r5n8>

1 – Voir par exemple le cas de la société H. Reinier :

<https://www.bfmv.com/police-justice/>

harcèlement-sexuel-un-sous-traitant-de-la-sncf-condamne-a-15-million-d-euros-de-dommages-et-interets-1302671.html

2 – Rouguyata Sall, « À l'hôtel Ibis, les femmes de chambre grévistes sont « malades du travail », Mediapart, 1^{er} août 2019.

3 – Reportage de *Là-bas si j'y suis*, 24 août 2019 : <https://www.facebook.com/1453306468314350/posts/2242492472729075>

RENNES Une rentrée marquée par une forte mobilisation de soutien aux migrantEs

La situation est particulièrement très tendue à Rennes : plus de 150 personnes entassées dans deux gymnases, la fin du squat d'Estrémadure qui a mis une centaine de personnes à la rue, contraintes de rejoindre, pour beaucoup, le campement des Gayeulles qui compte maintenant plus de 300 personnes ; une préfecture qui s'honore d'appliquer la politique criminelle et raciste du gouvernement ; une mairie qui ne trouve pas de solutions pérennes.

« La Méditerranée est un cimetière »

Le 31 août, ce sont environ un millier de personnes qui ont repris la rue pour protester contre cette situation et pour exiger des solutions pour les migrantEs. Une belle manifestation, avec les premierEs concernéEs en tête. Une manifestation

Le 31 août, un millier de personnes ont défilé à Rennes en soutien aux migrantEs.



aux cris de : « *Des logements, des papiers pour touTEs* » ; « *la Méditerranée est un cimetière* » ; « *Solidarité avec les sans-papiers du monde entier* ». Une manifestation qui augure des mobilisations

à venir, lesquelles devront aller en s'amplifiant. Nous ne lâcherons pas ! Plus que jamais : liberté de circulation et d'installation, ouverture des frontières !

Correspondant

AUTOMOBILE 200 000 voitures fabriquées en moins, mais toujours autant en circulation !

Si une récession prochaine de l'ensemble de l'économie est possible en Europe et aux États-Unis, il est certain que la production d'automobiles en France baissera en 2020 d'environ 200 000 unités.

Alors que Renault et PSA vendent autant de bagnoles qui contribuent comme avant au réchauffement climatique et à la pollution de notre environnement, la production d'automobiles en France, divisée par deux en quinze ans, va représenter environ 1,7 million de voitures en 2020. Ce qui représente une activité encore importante, mobilisant des dizaines de milliers de travailleurs chez les constructeurs automobiles, les équipementiers et leurs sous-traitants.



Rogner sur les salaires et l'emploi

Le télescopage des dates et des échéances peut troubler. Mais si l'effondrement des ventes de moteurs diesel, la montée des voitures électriques et la fin envisagée du moteur thermique à l'horizon d'une génération vont entraîner de profondes restructurations, tous ces facteurs ne sont pas à l'origine de la baisse de la production d'automobiles en France annoncée en 2020. Seules les stratégies industrielles mises en œuvre par Renault et PSA dont le gouvernement français, sous la houlette de Macron, est actionnaire, en sont à l'origine.

Il se trouve que Renault et PSA renouvellent en ce moment leurs modèles les plus vendus construits respectivement sur la base de la Clio et sur la base de la 2008. Des modèles plus équipés, plus lourds et globalement tout aussi polluants ! La « nouveauté » réside dans leur lieu de fabrication, PSA rattrapant Renault dans l'internationalisation de sa production destinée à la France et à l'Europe occidentale. Ces modèles à large diffusion sont maintenant tous fabriqués dans le reste de l'Europe et dans le pourtour du bassin méditerranéen. L'année 2020 sera leur première année pleine de fabrication et de vente. D'où cette baisse annoncée de 200 000 voitures produites en France

Les constructeurs automobile sont condamnés à investir pour avancer, comme toute la concurrence, vers les modèles hybrides et électriques. Comment y parvenir en maintenant les taux de profit pour les actionnaires, sinon en rognant encore plus et dès maintenant sur les salaires et l'emploi ? Les termes de l'alerte sont posés.

Correspondant

MARSEILLE McDo toujours en grève, syndicaliste dans le viseur

Dans la nuit du 26 au 27 août, alors que Kamel Guemari, délégué syndical FO du McDo Saint-Barthélémy, rend visite à ses collègues, en grève depuis le 30 juin, il est la cible d'une voiture fonçant à toute allure. Voiture qui, après avoir manqué son coup, disparaît, devant de nombreux témoins. Un seuil a été franchi. Sûrement en réponse à une mobilisation exemplaire et radicale qui dure depuis un an.

Le mois de juillet avait été mouvementé : le 23, sur ordonnance du TGI de Marseille, une trentaine de policiers et huit véhicules étaient venus faire cesser « l'occupation illicite » et rétablir la « liberté de circulation » et le « droit de propriété de la société » mais aussi « interpellé tout manifestant [...] ayant un comportement de nature à perturber l'activité ». Des soutiens s'étaient rassemblés et tout s'était passé dans le calme.

Les policiers étaient alors repartis bredouilles...

Le piquet de grève est toujours là

Puis, le 26 juillet, l'inspection du travail a refusé trois des 7 licenciements pour motif économique, dont celui de Kamel, et a fait le lien avec son mandat syndical. Refus contesté par le franchisé qui a lancé un « recours hiérarchique » auprès du ministère du travail. Cette « victoire » permettait de

réunir, le 29 juillet, une intersyndicale des représentants de plusieurs McDo du département, et de lancer une riposte pour faire réintégrer les 4 autres licenciés.

Le 6 août, audience au ministère de l'Économie afin d'en appeler à la médiation de l'État. Une semblable réunion avait déjà eu lieu un an auparavant, avec pour seul résultat un plan de licenciement de 7 salariéEs, dont Kamel Guemari, que McDo France avait déjà

essayé d'acheter avec plusieurs centaines de milliers d'euros...

Le 10 août, environ 250 personnes se retrouvaient dans ce fast-food des quartiers nord de Marseille pour marquer une année de lutte contre la fermeture. Une journée de résistance, mais aussi de fête, pour montrer au gérant et à la multinationale que rien n'entame la détermination et la légitimité de la mobilisation. Les salariéEs sont apparus bien plus forts, entourés de leurs

soutiens, habitantEs, partis (PCF, FI, NPA), syndicats (FO, Solidaires, UNSA, CGT, CNT-SO), associations et collectifs, ainsi que de nombreux Gilets jaunes. Face au silence de la direction, ils et elles ont lancé un ultimatum : au-delà du 31 août, « nous n'aurons pas d'autre choix que de prendre les mesures nécessaires » pour défendre les emplois. Un appel européen au boycott de l'enseigne est aussi en préparation. Kamel Guemari a porté plainte pour tentative de meurtre et son avocat songe à demander une protection pour lui. En cette rentrée, le piquet de grève est toujours là et Kamel, bien que sous le choc et très marqué, est toujours prêt à se battre !

Correspondant

Meeting

Comprendre pour se battre, se battre pour gagner

Retour sur le meeting de rentrée du NPA, organisé lors de notre université d'été.



A lors que les mobilisations de la jeunesse pour alerter sur l'urgence climatique ont imposé aux dirigeants du G7 de mettre, en toute hypocrisie, cette question au centre de leur «sommet contre les inégalités», alors que la forêt amazonienne est en feu, Christine Poupin est revenue sur l'ampleur de la crise écologique.

Révolution écologique

Pour le NPA, il ne s'agit pas simplement de dire : vous ne pouvez plus ignorer que le bilan de santé de la planète et de ses habitantEs indique une menace directe pour l'avenir de l'humanité. Il s'agit de nommer les responsables et de tracer des perspectives pour éviter la catastrophe. Il n'y a pas de responsabilité partagée, mais bien celle d'un système économique et de ses dirigeants. Il n'y aura donc pas de « transition écologique tranquille ». C'est d'une révolution écologique dont nous avons besoin, qui ne pourra être que sociale, politique et culturelle. Une révolution qui ne naîtra pas de rien, mais qui chemine dans les mobilisations en cours : des peuples indigènes, des sans-terre, des luttes contre les grands projets, dans les grèves de la jeunesse, les mouvements de solidarité avec les réfugiéEs, les luttes et grèves pour défendre les services publics, le renouveau féministe ou les Gilets jaunes.

Jeunes, postierEs, hospitalierEs...

Philomène, étudiante à Paris 7, a évoqué la prise de conscience d'une partie de la jeunesse à travers les mobilisations contre les lois travail, la loi ORE et Parcoursup, contre les violences faites aux femmes et les violences policières, mais aussi, évidemment, contre le réchauffement climatique et en solidarité avec les Gilets jaunes. Gaël est revenu sur la grève de 463 jours des postierEs du 92, contre les réorganisations et la répression syndicale. Épaulée par de larges réseaux de solidarité, la grève a non seulement imposé un report des réorganisations et des embauches d'intérimaires. A également été posée



l'urgence de surmonter l'éparpillement des dates en cette rentrée. Pauline a rappelé comment les mobilisations dans la santé ont acquis une visibilité nationale grâce au mouvement des urgences, avec des caractéristiques nouvelles d'organisation dans des cadres comme le collectif inter-urgences, et la recherche de moyens de « désobéir » pour rendre effective la grève dans un secteur où les grévistes sont légalement « assignéEs » c'est-à-dire empêchéEs de faire grève.

Des Gilets jaunes à l'Algérie

Deux invités ont fait partager le souffle des mobilisations de cette année. Sur la scène française, Antoine Boudinet a décrit comment, depuis 8 mois, il est devenu Gilet jaune et handicapé, sa

main arrachée par une grenade, revenant sur un processus de radicalisation lié à la prise de conscience de ce qu'est l'État et de la nécessité incontournable de l'affronter. Et il a témoigné de sa confiance pour la relance des mobilisations. Sur la scène internationale, Yani, étudiant à Alger et militant du Parti socialiste des travailleurs, a fait retentir les revendications des millions d'AlgérienEs qui manifestent chaque vendredi depuis 6 mois pour exiger le départ des oligarques : « Vous avez bouffé le pays, bande de voleurs ». Et d'exprimer la politisation de leurs aspirations, en rupture avec la politique « d'aplatrisme » du pouvoir devant l'impérialisme. Pour conclure, en citant D. Bensaïd, qu'en Algérie « le champ des possibles est ouvert » et que l'issue



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

dépendra aussi de l'écho que trouveront les propositions des révolutionnaires.

Un système qui craque

Enfin, Olivier Besancenot a développé notre analyse de la conjoncture, et le pari que nous proposons pour y intervenir. Les luttes, nationales et internationales, dessinent les contours d'une nouvelle phase de contestation d'un capitalisme qui craque de partout, mais qui ne s'effondrera pas tout seul. Au contraire, l'agonie est monstrueuse. D'où l'enjeu de saisir les contradictions de la période. Au plan national, l'évolution autoritaire du pouvoir et les menaces pour nos droits démocratiques ne doivent pas masquer la situation de fragilité de ce pouvoir, exacerbée par la présomption

d'un Macron qui pense pouvoir continuer à dérouler, même chaotiquement, son entreprise de contre-réformes. Mais justement, cette fragilité d'un pouvoir à la base sociale restreinte a provoqué une crise, surgie là où personne ne l'attendait, avec les Gilets jaunes. Et cela se reproduira. Mais ce qui aujourd'hui limite la portée de la contestation c'est notamment la responsabilité des organisations syndicales et politiques, qui ont été incapables de proposer une perspective crédible d'union des colères du monde du travail, des quartiers populaires, de la jeunesse, des féministes, des antiracistes... avec les Gilets jaunes.

Être à l'offensive

On peut pronostiquer que les mois qui viennent verront émerger de nouvelles contestations. Pour le NPA, l'enjeu est donc de surmonter les tendances à la dispersion, en regroupant à tous les niveaux, dans les entreprises, les villes, les régions, celles et ceux qui partagent le besoin de tirer le meilleur des expériences des Gilets jaunes et du mouvement ouvrier autour d'un projet de construction de blocage du pays par les manifestations, les occupations, les blocages et les grèves, une grève générale. Pour atteindre cet objectif, nous aurons besoin de lieux de débats dans lesquels discuter stratégies d'affrontement, enjeux de pouvoirs politiques, économiques, défense des valeurs de solidarité contre toutes les formes de discriminations. Et le NPA compte bien y intervenir pour défendre des perspectives anticapitalistes et révolutionnaires, internationalistes, féministes, antiracistes et écologistes. **Cathy Billard**

Débats

Continuons le débat et les combats!

Lors de cette 11^e université d'été du NPA, deux débats centraux ont été organisés à 17 heures.

Le premier, intitulé « *Contre le chômage, les licenciements et les suppressions de postes, préparons la rentrée!* » a réuni Laurent Degoué (Sud Commerce), Franck Clet (CGT Commerce et services), Anne Guyot-Welke (Solidaires Finances publiques), Philippe Poutou (NPA) et Cathy Billard (NPA).

Combattre la dispersion des luttes

Les intervenantEs ont, dans un premier temps, dressé un bilan de leur secteur d'activité, des attaques mais aussi des résistances et des mobilisations nombreuses, que ce soit dans le privé, comme dans le commerce et l'automobile, ou dans le public, comme aux finances publiques. Philippe Poutou est revenu longuement sur la lutte des Ford (11 ans qu'ils et elles se battent pour maintenir le site de Blanquefort) et a donné rendez-vous le 21 septembre à Bordeaux pour une manifestation

la plus large possible contre les licenciements, les suppressions de sites. Toutes et tous ont regretté la dispersion des luttes et des mobilisations en cette rentrée, qui ne doit pas rester une suite de dates éparpillées. Nous ne prétendons pas que le NPA détient une réponse miracle, mais nous voulons, entre autres par ce débat, contribuer à la relance des discussions qui nous semblent vitales pour le mouvement ouvrier. De même qu'il existe un cadre unitaire réunissant des dizaines de partis, syndicats, associations, mouvements contre la répression, nous pensons qu'il y aurait besoin d'un cadre unitaire réunissant ces forces mais aussi tous les cadres de lutte concernant les licenciements et les suppressions de postes. Il faudrait discuter à partir des mobilisations effectivement existantes des possibilités concrètes de convergences, mais aussi de la lutte idéologique pour contrebalancer les éléments de fatalisme, et réarmer, à



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

partir des expériences en cours, la confiance dans la légitimité de la lutte.

« Coordination permanente »

Le deuxième débat central, intitulé « *Contre Macron et l'extrême droite, ce n'est qu'un début, continuons le débat!* », faisait suite à l'initiative du NPA en juin dernier, à la Bellevilloise

à Paris, pour discuter avec le mouvement social et les organisations politiques de la possibilité de mettre en place une « coordination permanente » réunissant militantEs associatifs, politiques et syndicaux, pour trouver ensemble une stratégie pour les mobilisations, mais aussi pour aborder les discussions politiques à

partir d'une pratique réelle (celle des luttes) au lieu de calculs électoraux. Pour cette discussion étaient présents Éric Coquerel (LFI), Xavier Lachau (LO), Théo Roumier (UCL), David Pijoan (AG éducation nationale IDF). Même si un certain nombre de structures du mouvement social n'ont pu participer à ce débat (ce n'est que partie remise), la discussion a été riche. Des divergences existent (nous le savons) et ne pourront pas s'effacer par un seul débat. En effet, LO se questionne sur « l'existence réelle des luttes » et donc, pour eux, l'urgence est de reconstruire une conscience de classe à travers un parti révolutionnaire. Pour LFI, après avoir indiqué qu'il n'y avait « que des révolutionnaires à cette tribune », la solution passe effectivement par les luttes, mais aussi par les urnes en construisant des majorités. Enfin, même si nous pouvons nous sentir proches de ce qu'a avancé l'UCL, nous regrettons que son représentant soit resté en retrait de notre proposition de coordination... même s'il a cité Lénine! Mais malgré ces nuances et divergences, la discussion a également permis de dessiner des convergences... Bref: de beaux échanges qui en appellent d'autres.

Joséphine Simplon

Cinéma

Une grande fille, de Kantemir Balagov

Film russe, 2h17, sorti le 7 août 2019.

Kantemir Balagov, jeune cinéaste russe, est né en 1991 à Naltchik, au pied du Caucase, capitale de la république autonome kabardino-balkar. Il a réalisé deux longs métrages qui abordent avec talent et délicatesse deux questions qui font mal dans la Russie d'aujourd'hui. *Tesnota* (2018) évoquait à partir d'une histoire réelle les rapports complexes entre Juifs et Kabardes dans le contexte d'affirmation des nationalités consécutif à la chute de l'URSS. Avec ses portraits de femmes, *Une grande fille* s'attaque à un sujet non dénué de résonances dans une Russie où sont exaltés les héros de la « Grande guerre patriotique », c'est-à-dire la Seconde Guerre mondiale.

Portraits de femmes

Dans la Leningrad de l'hiver de l'immédiat après-guerre, Iya, infirmière d'un hôpital où sont soignés des mutilés de guerre, souffre de mystérieuses crises de tétanie. Elle est très grande, ce qui lui vaut d'être considérée avec un amusement parfois méprisant et surnommée « girafe ». C'est un personnage solitaire et mystérieux, un

mélange de beauté et de gaucherie, en charge d'un enfant, et dont le destin s'éclaire avec le retour de son amie Masha qui a été soldate au front au côté d'Iya, *Une grande fille* est avant tout un portrait de femmes ; de ces femmes soviétiques dont la vie guerrière a été souvent plus dure que celle des hommes : aux dangers des combats s'ajoutait leur exposition au

harcèlement et pressions de la part notamment des officiers. Kantemir Balagov et son scénariste se sont inspirés des souvenirs de guerre de femmes soviétiques que l'écrivaine Svetlana Aleksievitch a réunis dans *La guerre n'a pas un visage de femme* (édité en français au Livre de poche). Les séquelles de la guerre minent ces deux femmes qui se retrouvent à

survivre dans un travail éprouvant et une chambre d'un appartement communautaire. La trajectoire de Masha l'amène à croiser les parents nomenklaturistes d'un amoureux et à se confronter au mépris de la mère qui veut absolument l'écarter de son rejeton. Elles n'ont que leur solidarité pour se reconstruire.
Henri Wilno

Cinéma

Parasite, de Bong Joon-ho

Film sud-coréen, 2h12, sorti le 5 juin 2019, en DVD le 3 décembre.

La Palme d'or a récompensé bien des films qui n'étaient pas des chefs-d'œuvre. Nombre de très grands films sont revenus de Cannes sans distinction. Mais en attribuant à l'unanimité la palme au Sud-Coréen Bong Joon-Ho pour *Parasite*, le jury a visé juste. Sorti début juin dans les salles, le film fait un tabac. Les cinés prolongent sa programmation en VO, mais aussi en VF.

Le cinéma comme on l'aime, accessible à tout le monde et, un peu à la manière du meilleur de Clint Eastwood, de *Un monde parfait* à *Million dollars baby*, qui nous étonne par la richesse de ce qu'il offre à l'imaginaire et à la réflexion des spectateurEs. Un cinéma qu'on pourrait dire « réaliste » et où ça ne lambine pas : en effet, pas le temps de traîner, bien qu'au chômage, ou justement, parce qu'on est dos au mur, il faut des combines, une vitalité, une ingéniosité de tout instant pour faire bouillir la



marmite chez la famille Kim, dans ce Séoul d'en bas.

De la comédie au thriller, tambour battant

C'est avec un humour absolument irrésistible, d'une fondamentale tendresse, façon Kitano auquel Kim père ressemble d'ailleurs, froid, détaché et qui explose en

fou rire, que Bong Joon-ho entraîne toute cette famille, l'unE après l'autre, et nous avec, dans la vie et la luxueuse villa de la famille Park. Famille Kim au service de la famille Park. Et là, c'est tout le génie de l'artiste, nous basculons dans une autre dimension : dans le Séoul d'en haut, un underground...

Drame absolu dans une société divisée en classes

Personne ne vit dans un mode de production. Les destins réels sont toujours insérés dans des sociétés : la « société » fera tout pour que ça tienne ensemble, que les dominants dominent, que les rapports réels soient masqués, que ça dure, jour après jour, année après année... D'ailleurs ce que M. Park apprécie le plus chez ses employéEs, c'est de « ne jamais dépasser les limites ». Mais voilà, M. Kim cultive une certaine ambiguïté sur cette question... Tout ça finira peut-être mal...
Fernand Beckrich



Documentaire

Il suffira d'un gilet

Film d'Aurélien Blondeau et Valerio Maggi du collectif René Vautier, 70 min.



Blocages de rocade, manifestations, blocages de péages d'autoroute : le film *Il suffira d'un gilet* fait le tour des multiples actions construites au fil des mois par les Gilets jaunes. Partout, on retrouve à la fois la bonne humeur mais aussi la détermination qui, depuis novembre 2018, caractérise ce mouvement

apparemment surgi de nulle part et qui a, de toutes les façons, surpris les plus aguerris des militantEs syndicaux, politiques ou associatifs.

« Quand tous les pauvres s'y mettront »

Mais ce qui fait la richesse et l'intérêt du film, ce sont les longs passages de retranscription des débats des

« Assemblées des assemblées » filmés à Commercy, Monceau-les-Mines ou Saint-Nazaire. Difficultés et trouvailles pour l'organisation des repas ou de l'hébergement, et surtout les débats. Aux points de rencontre de gens venus d'origines sociales, culturelles diverses, avec des engagements politiques ou syndicaux ou associatifs extrêmement différents, les tensions sont palpables mais les compromis, les solutions se dégagent plutôt facilement.

Les autres moments forts sont les interviews de Gilets jaunes, notamment les femmes qui témoignent de leurs colères mais aussi de leur détermination à ne rien lâcher. Une détermination renforcée par le refus de la prise en compte de leurs exigences par le pouvoir et l'accélération de la répression. Une détermination renforcée qui s'accompagne d'une radicalisation qui amène à assumer le nom de révolution, et à réfléchir à des modes d'action qui permettent d'élargir, de gagner.

Les réalisateurs se sont engagés dans une actualisation de leur documentaire en fonction des réactions aux projections et à l'évolution du mouvement. La fin du film, agrémentée de la chanson *La Semaine sanglante*,

chantée par Marc Ogeret, réveille les souvenirs des plus anciens tout en faisant un lien avec la Commune de Paris. Une vision certes partielle du mouvement des Gilets jaunes mais qui donne envie de recommencer, de toujours plus s'impliquer.

Robert Pelletier

Contact pour organiser des projections : collectifrenevautier@disroot.org

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Expositions

Trois expos à Paris

Galerie nationale du Jeu de Paume

Sally Mann – jusqu'au 22 septembre

Depuis plus de quarante ans, Sally Mann (née en 1951) réalise des photographies expérimentales à la beauté obsédante qui explorent les thèmes essentiels de l'existence : mémoire, désir, mort, liens familiaux, magistrale indifférence de la nature envers les hommes. L'unité de ce vaste corpus – portraits, natures mortes, paysages et études diverses –, repose sur l'évocation d'un lieu, le Sud des États-Unis.



Galerie nationale du Jeu de Paume

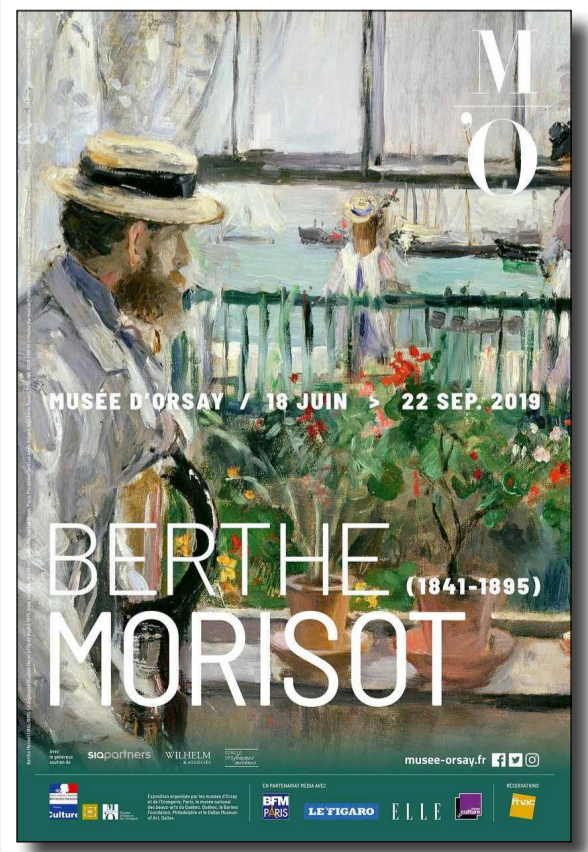
Marc Patout – jusqu'au 22 septembre

Dans les années 1980, après un court passage par l'agence Viva, il se consacre à des essais photographiques où la dimension humaine et politique s'inscrit au premier plan. Son processus de travail demeure ainsi en lien étroit avec un domaine d'activité, avec une situation sociale, avec l'histoire des lieux et avec l'époque. L'exposition constitue une proposition artistique qui montre des œuvres dans la relation politique qu'elles développent au temps, à la société, à l'espace et au territoire. Son travail, souvent nourri de débats, d'échanges et de luttes, constitue une véritable réflexion sociale et politique. Les œuvres qui en découlent prennent forme dans cette exposition – ainsi que dans l'édition qui l'accompagne – en proposant un autre rapport aux publics.

Musée d'Orsay

Berthe Morisot – jusqu'au 22 septembre

Figure majeure de l'impressionnisme, Berthe Morisot reste aujourd'hui moins connue que ses amis Monet, Degas ou Renoir. Elle avait pourtant été immédiatement reconnue comme l'une des artistes les plus novatrices du groupe. L'exposition se concentre sur une facette essentielle de sa création : les tableaux de figures et les portraits. Pour Morisot, portraits et tableaux de figures sont autant de scènes de la vie moderne. Elles se caractérisent par ce que la grande historienne de l'art, récemment disparue, Linda Nochlin, appelait de « stimulantes ambiguïtés ». Elles s'expriment tant du point de vue des modèles que des espaces mis en jeu et en scène, et d'une technique audacieuse et énergique, qui vise à suggérer plutôt qu'à décrire.
Philippe Cyroulnik



« Nous interagissons en permanence avec les autres espèces vivantes, nos sorts sont donc liés »



Entretien. Frédéric Malvaud, administrateur national d'une grande association de protection de la nature, revient sur son intervention à l'université d'été du NPA, à propos du rapport de l'IPBES (plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques) sur l'état de la biodiversité, et sur les données politiques à en tirer.

Que nous dit le rapport de l'IPBES ?

Les chiffres donnés dans le document (un million d'espèces menacées d'extinction...) indiquent une tendance. L'intérêt pour les scientifiques est d'expliquer que la 6^e extinction d'espèces est en cours et d'alerter les États afin qu'ils agissent, même si ceux-ci interviennent pour orienter les travaux. En effet, les États signataires de la plateforme (132 à ce jour) corédigent avec les scientifiques le rapport public...

Ce qui est sûr, c'est que la biodiversité est fortement dégradée, que les écosystèmes (terrestres, marins, eaux douces) sont considérablement altérés. Les changements sont trop rapides pour que les espèces s'adaptent. Conséquences : la fertilité des sols diminue, les océans s'acidifient, l'état de l'air et des eaux se dégrade... autant de menaces pour nourrir les populations, pour les maintenir en bonne santé. Un exemple : 75% des cultures mondiales dépendent, selon la FAO [agence spécialisée de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture], de la pollinisation par les insectes. S'il n'y a plus assez ou plus du tout d'insectes pollinisateurs (abeilles par exemple) on imagine les problèmes alimentaires à venir. Des études ont montré la forte concentration de pesticides aux pôles. D'où la forte diminution des moustiques qui accentue l'effondrement des populations d'oiseaux. Ici, à Port-Leucate, l'épandage d'insecticides, pour le confort et la santé des habitants et des touristes, a un impact sur les écosystèmes. Comment concilier deux nécessités contradictoires dès lors que le débat est pollué par des intérêts privés et financiers et l'action des lobbys ?

Penses-tu que la chute de biodiversité menace la vie des humains ?

Oui ! Homo sapiens est une espèce parmi les autres. Les liens qui existent entre les espèces conditionnent le vivant. Modifier, altérer la biosphère a des conséquences pour tout le vivant. Or le capitalisme favorise la propension d'Homo sapiens à se croire tout-puissant, coupé du reste de la nature. Nous interagissons en permanence avec les autres espèces vivantes, nos sorts sont donc liés. Des penseurs comme Kropotkine ont analysé l'importance des interactions, de l'entraide comme facteurs d'évolution. Je ne partage pas l'avis de Trotski pour qui « le gendarme maîtrisera l'Homme tant que l'Homme ne maîtrisera pas la nature ». Nous sommes partie intégrante de la nature. Il faudrait plutôt dire : « Le gendarme maîtrisera l'homme tant que celui-ci n'aura pas appris à cohabiter avec les autres êtres vivants ». Petit clin d'œil bien sûr...

Alors c'est foutu ?

Non ! La bonne nouvelle c'est qu'on connaît parfaitement les causes de la chute de la biodiversité, plus



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

largement de la crise écologique. C'est le changement d'utilisation des sols (déforestation, artificialisation des terres...), le réchauffement climatique (énergies fossiles, transports...), la surexploitation des ressources (pêche industrielle...), les pollutions (produits chimiques, particules fines...) Donc il faut agir sur ces causes. Pour cela on a les outils nécessaires dans un programme qui se pensera « écosocialiste » en mettant en avant l'intérêt général et non des intérêts privés d'une minorité. Pour être clair, il faut sortir du capitalisme, inventer d'autres modes de fonctionnement, démocratiquement, collectivement. Le capitalisme n'est pas réformable, rien ne pourra contenir l'appétit démesuré des puissants pour la richesse. Comme l'a écrit Hervé Kempf en titre de son ouvrage : « Les riches détruisent la planète ». Le capitalisme, même s'il essaie de se colorer en « vert », est intrinsèquement incapable d'apporter les solutions dont nous avons impérativement besoin, de façon urgente. Il est incapable de résoudre la crise écologique créée par le glissement d'Homo sapiens vers des sociétés inégalitaires. Rappelons que ce glissement est récent (quelques dizaines de milliers d'années, soit environ 3% de la durée de vie de notre espèce...).

Trois grandes exigences permettent de changer le monde : l'égalité (qui permet de gérer les contradictions entre « pairs » ayant les mêmes intérêts), la démocratie (comme système empêchant l'émergence d'intérêts privés), l'écologie (qui nous rappelle les limites de la biosphère). N'est-ce pas ce que demandent tous les peuples et populations en révolte contre ce monde dans l'impasse ? L'exemple en cours en Algérie nous le rappelle.

Tu retirerais bien sa couronne à Macron roi de la Terre ?

Sans problème ! Ces dirigeants-là ont compris, savent, mais leurs liens avec le système et les puissants priment. « En même temps » que Macron nous fait des grands discours sur la biodiversité (et essaie de verdir son image en critiquant le Brésil de Bolsonaro), il s'en prend au patrimoine naturel français en autorisant la chasse de milliers de courlis cendrés et de tourterelles des

bois, espèces menacées d'extinction, en limitant les compétences du Conseil national de protection de la nature (CNPN), en refusant, par le vote de la France et de l'Union européenne, lors de la dernière conférence internationale ces jours-ci, de protéger définitivement l'éléphant d'Afrique du commerce, et on pourrait multiplier hélas les exemples. Hollande n'a pas fait mieux. Entre 2014 et 2016, la vente de pesticides a augmenté de 16%, par exemple. Et Sarkozy, le roi du karcher, déclarait : « L'environnement, ça suffit »...

Alors pour toi c'est « écosocialisme ou barbarie » ?

Je préfère dire que c'est « écosocialisme ou fin de vie pour Homo sapiens et probablement 80% des autres espèces dans la foulée ». On en est là. Homo sapiens « capitalismus » est incapable de gérer ses limites. L'écosocialisme est la seule façon de sortir de l'impasse, de

façon concertée, collective, pour bâtir une société viable et mettre la joie de vivre au cœur de notre projet collectif. Par la discussion et l'élaboration collectives, à travers la planification écologique, nous pourrions déterminer comment satisfaire les besoins sociaux, humains, dans les limites du respect de la biosphère. Il faut dégager du temps pour se former, discuter et décider de quoi nous avons besoin, comment le produire, où, comment l'acheminer... Pour ça, il faut du temps libre à partager, à consacrer aux autres et à soi-même. D'où l'importance pour les écosocialistes de la baisse du temps de travail. Autre raison de se battre et d'espérer, nous constatons que les écosystèmes ont une forte capacité à réagir, à s'adapter, à se réparer. Alors sortons nos outils et attaquons-nous au système, une bonne fois pour toutes ! Il ne nous reste pas « 10 ans pour agir », ce qui sous-entendrait que dans dix ans, il serait trop tard et ce qui nous pousserait aux comportements individualistes. On ne sait pas modéliser le « point de non-retour ». Nous devons changer ce système le plus rapidement possible en l'accompagnant aussi par des actions « au quotidien » au cœur du monde capitaliste. L'action politique et l'action au quotidien (par des changements de comportement) ne sont pas contradictoires, mais au contraire indissociables. Plus vite ce sera fait, plus nous augmenterons nos capacités à construire un autre monde. C'est à notre portée.

Propos recueillis par la Commission nationale écologie

L'image de la semaine



Vu ailleurs

USA : 36 ANS POUR 50 DOLLARS.

Il s'est présenté à la barre en tenue de prisonnier, une combinaison rayée rouge et blanche. Alvin Kennard, condamné à la prison à vie pour avoir volé 50,75 dollars en 1983 dans l'Alabama aux États-Unis, a appris mercredi qu'il allait être libéré. « Nous avons tous pleuré, a confié sa nièce Patricia Jones à la chaîne de télé locale WBRC. On parle de sa libération depuis plus de vingt ans ! »

Alvin Kennard, aujourd'hui âgé de 58 ans, a été condamné en vertu de « la loi des trois coups ». Celle-ci prévoyait à l'époque qu'une personne déjà condamnée trois fois, était, en cas de quatrième infraction, envoyée en prison à perpétuité. Alvin Kennard avait déjà été poursuivi et condamné pour trois chefs d'accusation dans une seule et même affaire en 1979. La quatrième fois, il a comparu pour avoir volé une boulangerie armé d'un couteau. Personne n'avait été blessé et son butin s'élevait à 50,75 dollars.

En 2000, la loi a changé, offrant la possibilité d'une libération conditionnelle pour ces prisonniers à vie. Comme le précise ABC, cette réforme n'était pas rétroactive et Alvin Kennard ne s'est pas vu automatiquement présenter la possibilité d'une libération conditionnelle. Il a fallu qu'un juge se saisisse lui-même du dossier pour qu'il soit de nouveau examiné.

Alvin Kennard est resté proche de sa famille. Lorsque le juge a demandé qui l'accompagnerait s'il sortait de prison, une dizaine de ses proches se sont levés, raconte le site d'information locale AL. Avant d'être envoyé en prison, Alvin Kennard travaillait en tant que charpentier, une profession qu'il aimerait reprendre, a-t-il annoncé à l'audience.

La date de sa libération n'a pas été encore annoncée. Sa demande doit encore être examinée par le Département de l'administration pénitentiaire.

M. Za., « États-Unis : libéré après 36 ans de prison pour le vol d'une boulangerie », le Parisien, 30 août 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois <input type="checkbox"/> 28 € / 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	6 mois <input type="checkbox"/> 20 € / 1 an <input type="checkbox"/> 40 €	
Mensuel	6 mois <input type="checkbox"/> 22 € / 1 an <input type="checkbox"/> 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois <input type="checkbox"/> 50 € / 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	6 mois <input type="checkbox"/> 38 € / 1 an <input type="checkbox"/> 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois <input type="checkbox"/> 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org